

Le Monde

Paris, Paris-IX* Directeur : Jacques Fauvet

0,80 F

Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,80 dir.; Tunisie, 80 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 80 c. ca.; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 18 pes.; Grande-Bretagne, 12 p.; Grèce, 14 dr.; Iran, 35 ris; Italie, 200 l.; Liban, 100 p.; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 8 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 80 cts.; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 14

C.C.P. PARIS N° 4207-23

TELEXPARI N° 68572

Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS

Tél.: PRO. (770) 91-29

UN IMPORTANT SUCCÈS POUR L'OPPOSITION DE DROITE

La démission du général Prats risque de priver M. Allende du soutien de l'armée chilienne

M. Salvador Allende qui a accepté, jeudi 23 août, la démission du général Carlos Prats, ministre de la défense et commandant en chef des forces armées, doit former un nouveau gouvernement dans les prochains jours. Le cabinet avait déjà été remanié le 9 août dernier. Il comprenait onze civils et trois militaires. On estime à Santiago qu'aucun militaire ne figurerait dans le nouveau gouvernement. C'est donc un succès de taille pour le parti démocrate chrétien et pour l'opposition de droite qui entendent poursuivre

leur offensive en vue d'obtenir la destitution du chef de l'Etat, qui risque de se trouver privé maintenant du soutien de l'armée.

Le général Prats, ami personnel du président Allende, abandonne également le commandement de l'armée. Il cède ainsi aux pressions exercées par le corps des généraux, réuni secrètement mercredi à Santiago. Le général Augusto Pinochet, qui succède au général Prats à la tête de l'armée, aurait des sympathies pour la démocratie chrétienne.

Santiago, du Chili. — La démission du général Carlos Prats du ministère de la défense nationale et du commandement en chef des forces armées chiliennes a apporté, le jeudi 23 août, une issue spectaculaire à la crise ouverte samedi dernier au sein de l'armée lorsque M. Allende avait demandé au général Ruiz de renoncer en même temps à son poste de ministre et au commandement des forces aériennes.

Dès ce moment, les « bruits de bottes » avaient commencé à se faire entendre. Si la marine n'est pas intervenue, c'est peut-être, dit-on, parce que ses officiers, en particulier ceux de la base de Talcahuano, près de Concepcion, semblent avoir quelque mal actuellement à se faire obéir de leurs subordonnés qui auraient refusé, affirme-t-on, de marcher contre le gouvernement.

En revanche, l'unanimité des forces aériennes paraît s'être faite lundi en faveur du général Ruiz. Jusqu'à présent, le général Prats, dont l'autorité morale et militaire est grande, avait réussi à garder le contrôle de l'appareil militaire chilien. Il semble cependant que, dans l'après-midi de jeudi, il ait été amené à se rendre aux arguments du corps des généraux réunis à l'école militaire de Santiago, ces arguments ayant pris un poids supplémentaire à la suite de la dénonciation par la Chambre des députés des « illégalités » commises par M. Allende et des « recommandations » faites aux ministres militaires de ne pas s'y prêter.

Le général Prats a donné très laconiquement les raisons de sa démission qui a provoqué une stupéfac-

De notre correspondant

gouvernement et une satisfaction étonnée chez les autres : « Je pars, parce que je ne veux pas briser l'institution à laquelle j'appartiens. Parmi les femmes qui ont manifesté devant mon domicile, il y avait plusieurs épouses de généraux. »

Le départ du général Prats, fidèle — un peu trop même au goût de certains — à la Constitution et au chef de l'Etat, dénote peut-être une crise militaire mais entraîne du même coup une crise politique. Dans la soirée, M. Allende a réuni en séance extraordinaire son cabinet qui, selon l'usage, a présenté une démission collective pour lui laisser la liberté de décision. Tous les ministres ont été confirmés à leur poste. Il semble donc que l'amiral Montero reste aux finances et que les généraux Magliocchetti et Sepulveda conservent leurs portefeuilles.

Sauf nouveau rebondissement vendredi, ce n'est donc pas l'exode des militaires que l'opposition appelle de ses vœux. Quoi qu'il en soit, c'est un succès pour elle, car elle a manœuvré avec habileté et mené l'opération contre le général Prats et contre le gouvernement avec une efficacité qui autorise une fois de plus quelques suppositions quant à une immixtion étrangère. Vers 22 heures, jeudi, prenant la parole au balcon du palais présidentiel de la Moneda, M. Allende l'a en tout cas affirmé : « Cette offensive est organisée depuis l'étranger et parvient jusqu'à nous par l'intermédiaire des mauvais Chiliens. » Dans son allocution le chef de l'Etat a d'abord

général Prats et au patriotisme de son geste visant à sauver l'unité des forces armées, puis, se référant aux

« recommandations » que la Chambre lui a adressées, il a rappelé que, si elles pouvaient avoir un certain impact politique, surtout à l'étranger, elle étaient dépourvues de valeur juridique, le seul moyen de le destituer étant de réunir les deux tiers au moins des voix du Parlement à l'appui d'une accusation constitutionnelle. Or l'opposition ne le peut pas.

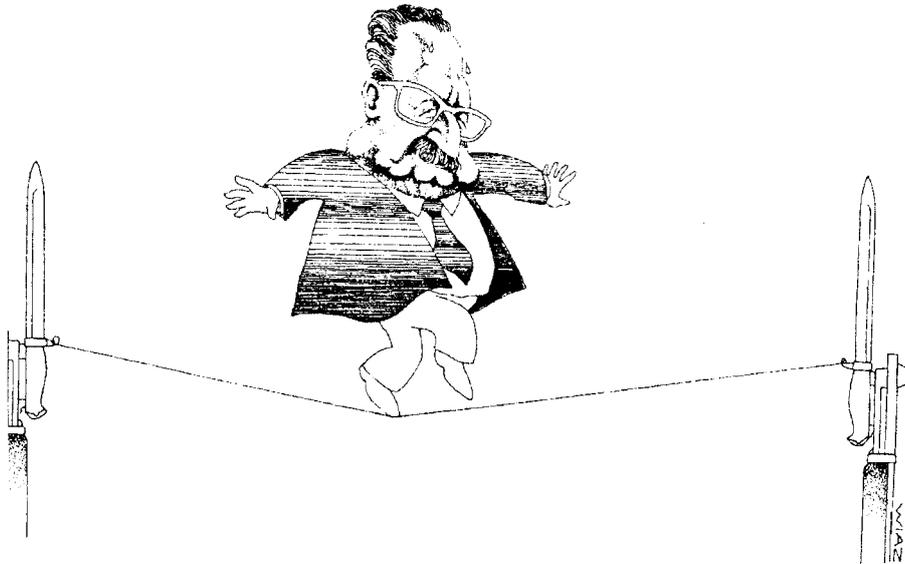
Pour l'instant, la machine administrative suit son cours normal. C'est le numéro deux dans la hiérarchie, le général Augusto Pinochet, d'ascendance française, que le chef de l'Etat a promu au commandement en chef des forces armées. C'est un « loyaliste » assez proche, paraît-il, de la démocratie chrétienne.

En fait, le rapport des forces qui jouait plutôt en faveur de M. Allende (assuré de pouvoir compter sur le gros de l'armée) vient d'être sérieusement modifié sans qu'on puisse encore préciser dans quelle mesure.

Le général Prats, à présent écarté, et le conflit des transporteurs sur le point d'être réglé, l'opposition va certainement amorcer une nouvelle phase de son combat sans merci contre M. Allende. On prévoit également de la part des formations de gauche une série de manifestations d'appui au gouvernement. Une fois de plus, tous les partisans de l'Unité populaire, tous les travailleurs affiliés à la CUT (Centrale unique des travailleurs) ont reçu l'ordre de rester en état d'alerte.

PIERRE KALFON.

1973



Dibujo de Wiaz

■ *El año de 1973 comienza en Chile con el anuncio de medidas «de economía de guerra». El 10 de enero de 1973, en el calor del verano austral, Fernando Flores, Ministro de Hacienda, declara que para combatir la inflación y el mercado negro va a ponerse en marcha un sistema de racionamiento para una treintena de productos de primera necesidad. En el JAP (Comité de Suministros y Precios) se está pensando en la posibilidad de organizar, por barrios, la distribución de estos productos de primera necesidad con la ayuda de las amas de casa y de los trabajadores del barrio. El Ministro, al denunciar el estraperlo como una consecuencia de la «especulación deliberada», ponía el dedo en la llaga sobre el fenómeno que ha aparecido y se ha agudizado con las huelgas de transportistas y comerciantes de octubre de 1972, a saber, el almacenamiento clandestino con el fin de provocar una escasez artificial a pesar de que la producción de artículos, como la leche condensada, la margarina, las pastas alimenticias, incluso los neumáticos, habían pasado de un 26 a un 38% entre 1971 y 1972. Se trata, decía Flores, de una «estrategia electoral» destinada a socavar la imagen del Gobierno con miras a las elecciones de marzo de 1973.*

A pesar de encontrarnos en período vacacional, continúa en Chile una gran actividad política, pensando en las próximas elecciones parlamentarias, porque si la oposición conseguía reunir dos tercios del total de escaños del Congreso podría entonces destituir «legalmente» al jefe del Estado. ■

Le Monde, sábado 3 de marzo de 1973

LAS ELECCIONES GENERALES EN CHILE

El futuro del Gobierno Allende depende de dos escaños en el Senado

La campaña para las elecciones generales del 4 de marzo termina en Chile bajo un clima de gran tensión. Cuatro millones y medio de electores deben elegir los 150 diputados del Parlamento y 25 senadores de 50. La oposición al Gobierno de Unidad Popular de Salvador Allende tiene que

ganar dos escaños en el Senado para conseguir una mayoría de dos tercios en el Congreso, si quiere derribar al jefe del Estado por el cauce de una censura constitucional. «El peligro de una guerra civil existe», declaró el senador comunista Volodia Teitelboim. Las elecciones podrían, por tanto, favorecer un reagrupamiento de las fuerzas que rechazan los extremismos de derecha y de izquierda, pero podrían provocar una ruptura de la Unidad Popular.

En Chile es todavía verano. Este año ha sido particularmente «caliente», porque al sol de febrero (equivalente a nuestro mes de agosto) se le ha añadido una campaña electoral tan violenta que el General Prats, Ministro del Interior y Comandante en Jefe de las Fuerzas Armadas, se ha visto obligado a pedir a todos los partidos «un pacto entre caballeros» para que no utilicen ni los insultos ni los revólveres como argumento electoral.

Aunque los chilenos adoren la política y les guste tanto el juego de las elecciones, en estos últimos días se ha producido un cierto desfase entre el machaqueo de la propaganda electoral y las reacciones, bastante lentas, de los electores, que acaban de regresar de vacaciones. Este desfase se rompe de pronto, a pocas horas del 4 de marzo, y la vida política chilena, ya agitada de ordinario, se vuelve turbulenta. Para cuatro millones y medio de votantes de ambos sexos mayores de dieciocho años ha llegado el momento de elegir a los ciento cincuenta nuevos miembros de la Cámara de diputados y la mitad de los cincuenta escaños de los que se compone el Senado.

Ya se sabe que la Unidad Popular continuará estando en minoría y que Allende deberá seguir gobernando con una «Cámara imposible». Pero como se trata de una política y de un Gobierno puestos en tela de juicio, como sucede en Francia, la cuestión está en saber si Allende deberá «someterse o dimitir». A sus más encarnizados enemigos les gustaría obligarle «por la razón o por la fuerza», según reza el lema del Estado. ¿Podrá el Presidente librarse de ambos términos de esta alternativa? El régimen presidencial le permite, sin duda, gobernar frente a una oposición mayoritaria. Es difícil –como se ha visto en estos últimos dos años– pero no imposible.

El carácter apasionado de estas elecciones no es debido tan solo al temperamento latino (los chilenos son los «ingleses» del continente). El éxito o el fracaso de la experiencia chilena tampoco lo explica del todo. De lo que se trata sobre todo es de una encarnizada lucha de clases. Por encima de los intentos de mode-

ración de los sectores más prudentes de la derecha y de la izquierda, lo que está cada vez más en tela de juicio es el orden social y económico establecido por la burguesía. Ya no es posible ser indeciso ni neutral. Se está a favor o en contra, sin matices. Por otra parte, la bipolarización de la vida política se manifiesta en las alternativas propuestas. Todos los candidatos de la oposición se agrupan en la Confederación Democrática (CODE), mientras que la Unidad Popular ha reunido también en el seno de una confederación a todos los candidatos de izquierda, con excepción de un grupúsculo socialista, el USOPO (independiente a ultranza).

¿Hacia la fragmentación de la Unidad Popular?

Tanto en Santiago como en todo el país las manifestaciones y los mítines se multiplican. El miércoles fue la Democracia Cristiana la que batió todas las marcas para oír al ex Presidente de la República, Frei, que ha sabido manejar inteligentemente su vuelta a la escena política y que, convertido en apóstol de «tiempos mejores», proclama que va a «reconstruir Chile, arruinado por la incapacidad de la Unidad Popular».

El jueves, en el mismo marco, en la Alameda, los «Campos Elíseos» de Santiago, el Partido Nacional (aliado a la DC) ha reunido a los partidarios de la derecha tradicional para escuchar a su líder Jarpa, que sostiene que «un voto más para Jarpa es un día menos para el Gobierno de Allende». El viernes, en esta misma avenida, fueron los líderes de los dos partidos marxistas, Altamirano, Secretario General del PS y Teitelboim, miembro del Comité Central del PC –ambos aspirantes a la renovación de sus escaños de senadores– quienes clausuraron la campaña electoral de Unidad Popular en un mitin gigantesco.

En realidad, el Gobierno está a la defensiva por la crítica situación económica y la inflación galopante, incluso podría producirse un profundo cambio en el equilibrio de fuerzas que puede beneficiar a los moderados. La bipolarización es solo aparente. Tanto en uno como en otro campo, existen fallas. ¿Podrá sobrevivir el «bloque» de oposición a los resultados del domingo? El Partido Nacional no deja de decir que quiere «la cabeza de Allende» y la eliminación del PC: *«no es suficiente con un nuevo Parlamento, lo que necesitamos es un nuevo Gobierno»*. La Democracia Cristiana declara que no quiere derrocar a Allende, pero desea que «rectifique sus errores». Por su parte, la Unidad Popu-

lar ha manifestado en el transcurso de las últimas semanas que ya no hay sintonía entre los dos grandes partidos de izquierda, el PC y el PS. Una polémica abierta les ha enfrentado a propósito de la política que se debe seguir en materia de economía socializada. El PC prefiere la prudencia y la moderación, mientras que el PS incita a los sectores obreros del cinturón industrial de Santiago contra el proyecto del Ministro comunista de Economía.

Podemos preguntarnos, sin conocer la fecha exacta, si la vida política chilena no va a conocer un vuelco espectacular: una aproximación de comunistas y radicales a la Democracia Cristiana bajo el báculo y la bendición de las Fuerzas Armadas, deseosas, ante todo, de «paz social» y de «respeto a la Constitución». Esta evolución no haría más que confirmar la radicalización de los sectores más «extremistas»; a la izquierda, el Partido Socialista aliado con el MIR y con un sector importante del MAPU y la izquierda cristiana; a la derecha, el Partido Nacional aliado con los radicales de derecha y con el grupo neofascista Patria y Libertad.

Este es en todo caso el marco que ha trazado más o menos el General Prats el pasado domingo, en el transcurso de una emisión televisiva, cuando situó por un lado a revolucionarios y reaccionarios en cada extremo, y a los «progresistas» por otro, sector en el que se encuentran, sin dudarlo, las Fuerzas Armadas.

Le Monde, martes 6 de marzo de 1973

PRIMEROS RESULTADOS DEL ESCRUTINIO
La Unidad Popular de Allende mejora
netamente su representación

«Es un triunfo para la Unidad Popular». Desde el anuncio de los primeros resultados del domingo 4 de marzo, los seguidores de izquierdas echaron las campanas al vuelo y engalanaron las calles. A pesar de las dificultades económicas, de la inflación y del mercado negro, a pesar de la intensa propaganda de los partidos de oposición dando a estas elecciones parlamentarias un carácter dramático decisivo, la Unidad Popular ha obtenido más del 40% de los sufragios, aumentando sensiblemente el número de diputados y de senadores y poniendo a cubierto a Allende, a partir de ahora hasta la finalización de su mandato en 1976, de cualquier censura constitucional. Alrededor de medianoche (hora local), cuando solo se había escrutado el 50%, el Presidente se dirigió al país para subrayar el carácter «democrático y limpio» de las elecciones del 4 de marzo. *«No me corresponde a mí —dijo— analizar las cifras, pero el voto a favor de la UP es importante desde el punto de vista cuantitativo y cualitativo, porque es la clase obrera la que ha votado: nunca ningún Gobierno anterior obtuvo, después de dos años y medio, un apoyo popular tan considerable como el nuestro, con un 40%».*

Allende se refería expresamente a su predecesor en la Presidencia, el demócratacristiano Eduardo Frei, que ha sido elegido senador de Santiago con la primera mayoría del país, y que se dirigía casi al mismo tiempo a la multitud de seguidores reunidos en el centro de Santiago. El hoy líder de la oposición y posible candidato a Presidente en 1976, Frei, había ganado en 1964 con el 54% de los votos, pero la Democracia Cristiana solo había conseguido el 42% en las elecciones parlamentarias de 1965 y solamente el 29% en las de marzo de 1969. La prensa de izquierdas había subrayado en estos últimos días que todo lo que pasara del 36% —que dio la victoria a Allende en 1970— marcaría una línea ascendente para la Unidad Popular.

Pero los partidos del bloque de oposición (Confederación

Democrática), al obtener casi el 60% de los votos, confirman sin embargo que representan, si permanecen unidos, una fuerza considerable con la que deberá contar Allende en cada momento. ¿Quiere esto decir que el Gobierno de Unidad Popular va a «rectificar» como exigen sus adversarios? Es evidente que no. Allende, ante los corresponsales extranjeros acreditados, ha recordado una frase de Frei en la que decía que no modificaría su programa «ni por un millón de votos». *«Pues bien, yo no modificaría mi programa ni siquiera por un solo voto.»*

Cada vez más se presiente que va a iniciarse un auténtico duelo entre los «tenores» de ambas formaciones y que con las elecciones parlamentarias aún coleando, se piensa ya en las elecciones a la Presidencia de la República de 1976.

El porcentaje exacto de los sufragios que ha conseguido cada partido todavía no se ha hecho público y menos aún, por supuesto, los resultados oficiales definitivos, pero ambas formaciones se preparan ya para hacerse en las próximas horas su propia «composición de lugar» teniendo en cuenta estos resultados. Habrá que esperar a las próximas semanas para conocer el nuevo panorama político que deberá tener en cuenta la nueva relación de fuerzas.

Hasta el último instante, el Partido Nacional (derecha) ha insistido en que debía ser «un nuevo Gobierno» y no un «nuevo Parlamento» lo que debía salir de las urnas. ¿Va a hacer uso de la fuerza para llevar a cabo su proyecto? Es probable que no, y los «Nacionales» impacientes deberán envainársela de nuevo, porque ni la Democracia Cristiana ni las Fuerzas Armadas les habrían seguido.

Por el contrario, como ha confirmado un informe confidencial de un partido de la coalición gubernamental, el MAPU (largamente difundido por el periódico conservador *El Mercurio*), cada vez se hace más viable un acuerdo PC-DC. Esta aproximación, aunque discreta al principio, se haría a expensas del Partido Nacional, un aliado que ha crecido en demasía, según los demócratacristianos, y sobre todo a expensas de la extrema izquierda revolucionaria (MIR), que el PC considera cada vez más embarazosa.

Le Monde, miércoles 7 de marzo de 1973

DESPUÉS DE UN RECUENTO LENTO Y CONTESTADO
La Unidad Popular obtiene el 43,39%
de los votos

Un comunicado del Ministerio chileno del Interior ha confirmado, el martes 6 de marzo, que la oposición centrista y conservadora mantiene la mayoría simple en ambas Cámaras. Pero la Unidad Popular, que ha conseguido el 43,39% de los sufragios, mejora su representación parlamentaria. Se aleja, pues, todo peligro de censura constitucional para el Jefe del Estado, Salvador Allende, el cual declaró el martes que seguirá «avanzando hacia el socialismo dentro del marco legal, del pluralismo, de la democracia y de la libertad», descartando la posibilidad de modificar su programa de gobierno.

La agencia Tass se ha felicitado el martes «por la victoria del pueblo chileno» y estima que se trata de un «éxito sin precedentes en la historia del país».

«Las elecciones han sido ejemplares, pero el recuento de los votos lo ha sido mucho menos». Este era el sentimiento de los partidos de oposición en la tarde del lunes 5 de marzo debido al retraso del Gobierno en dar a conocer el resultado de las elecciones. «Hemos esperado toda una noche y un día entero sin saber los resultados de la provincia de Santiago, que representa casi el 40% del electorado. Es una vergüenza. En las presidenciales de septiembre de 1970, los resultados se dieron a conocer esa misma noche», declaró el ex Presidente Eduardo Frei.

«En las elecciones presidenciales de 1970, solo concurrían tres candidatos. En esta ocasión, el número de candidatos y el reparto de los votos por lista y partido ha complicado las cosas», le respondió rápidamente Allende. En todo caso, este hecho ha excitado lo suficiente a los partidos de oposición para que se produjeran conatos de manifestaciones en Santiago, rápidamente reprimidas, y para que el General Prats, Ministro del Interior, invitara a los representantes de estos partidos a asistir al recuento de los votos en la sala de ordenadores. Finalmente, los porcentajes oficiales, dados a conocer en la madrugada del martes 6 de

marzo, conceden el 54,70% de los votos al bloque de partidos de oposición (CODE), y el 43,39% a los partidos de Unidad Popular. El pequeño grupo de tendencia socialista USOPO (que no consiguió ningún diputado) junto con los votos en blanco y nulos, suma el 1,91% de los votos escrutados.

La abstención fue relativamente baja, el 18,80%, como podía esperarse después de una intensa campaña según la cual abstenerse era «dar una puñalada en la espalda al país».

Los chilenos demostraron que pensaban en clave política y no en clave económica, y los militantes de la Unidad Popular se congratularon más que ningún otro de que fuera así, porque, debido a las dificultades económicas, esperaban que los partidos de derecha conseguieran mejorar sus resultados. Estas elecciones han tenido un carácter de clase innegable, y está claro que los que votaron por Unidad Popular lo han hecho a favor de un cierto tipo de régimen que concede a las masas una participación que hasta ahora se les había negado, pero también será interesante analizar la parte que toca a los socialistas, partidarios de «*avanzar sin transigir*», y la que corresponde a los comunistas, más inclinados a «*consolidar antes de avanzar*».

Sea como sea, hoy está fuera de lugar pensar en un «golpe de Estado legal» utilizando el Parlamento. El Gobierno sale reforzado de esta prueba. Los partidos de oposición, aunque canten también victoria, nada más lejos de la realidad, porque sin duda esperaban obtener un porcentaje superior. En todo caso, tampoco han vaciado la despensa, más aún si, como se dice, los dólares venían «de otra parte»; este dinero ha sido dado a fondo perdido.

La oposición pierde seis escaños en la Cámara y dos en el Senado, mientras que Unidad Popular gana tres senadores, porque uno de ellos se lo gana al pequeño grupo socialista disidente. La composición del nuevo Parlamento que va a funcionar hasta 1977 será la siguiente: la oposición pasa de ciento veinticinco parlamentarios a ciento diecisiete (ochenta y siete diputados y treinta senadores), la Unidad Popular pasa de setenta y tres parlamentarios a ochenta y dos (sesenta y tres diputados y diecinueve senadores). La Unión Socialista Popular conserva un escaño en el Senado.

CHILE

El nuevo combate de Allende

Por primera vez un Presidente ha conseguido superar «el desgaste del poder»

Las agencias de viajes están saturadas, la cantidad de gente que quiere salir se ha duplicado. Los que apostaron por la caída de Allende están nerviosos. Chile se encuentra desde hace una semana en una situación que recuerda los momentos de pánico que siguieron a la victoria de la izquierda en 1970.

La mayoría pensaba que las elecciones parlamentarias del 4 de marzo de 1973 darían el golpe de gracia a un régimen debilitado por la inflación, la crisis económica y las disensiones internas. Nada más lejos de la realidad: los expertos americanos en marketing electoral se han equivocado. Es una cura de rejuvenecimiento. La Unidad Popular sale remozada y el régimen reforzado. En 1970, Allende había sido elegido con el 36,3% de los votos; dos años y medio más tarde, no solamente el número de partidarios no ha disminuido, sino que pasa al 43,39%. «*Es un fenómeno sin precedentes*», manifiesta la izquierda, mientras que en la derecha se reconoce (con amargura), sin mucha convicción, que ha existido fraude.

La huelga de transportistas

[...] Nunca hasta ahora, el Presidente había conseguido superar «el desgaste del poder». Frei, predecesor de Allende, había visto cómo se desplomaba su «clientela» del 54% en 1964 al 42%, y posteriormente al 29%. Alexandri, su predecesor, había bajado hasta el 22%. Hoy sucede todo lo contrario.

Está visto que los «Momios», los dirigentes de la derecha, no están de suerte. Al principio, cuando Allende se instaló en el poder, temblaron. Pero poco a poco se fueron envalentonando, después de veintiocho meses de una «marcha hacia el socialismo» jalonada de puntos muertos, lo suficientemente vacilante como para devolverles la esperanza, como para hacerles pensar que no estaba todo perdido, que nada era irreversible.

El pasado octubre, la «rebelión de las clases medias», cristalizada en torno a la huelga de transportistas, había encendido la chispa. Pero ninguna fábrica los había seguido, ningún obrero había seguido a su patrón. Los que ya habían visto a Allende derrocado tuvieron que admitir finalmente que no era posible luchar contra un régimen que estaba apoyado por la clase obrera y por las Fuerzas Armadas, fieles a la Constitución. Han tenido que aplazar sus proyectos hasta las elecciones parlamentarias de 1973. Sería entonces, sin pegar un tiro, cuando se produciría el «golpe de Estado legal», porque más de dos tercios de los votos garantizarían librarse «constitucionalmente» de Allende.

Desde ese momento la estrategia de la oposición ha sido la de «minar» al máximo la moral de la izquierda y la economía del país que la tibieza del nuevo equipo, dirigido por el Ministro comunista Millas, hacía todavía más frágil. Las colas para comprar productos de primera necesidad se han multiplicado: aceite, azúcar y arroz, sobre todo. Otros productos de base como la pasta dentífrica, los detergentes y medicamentos han comenzado a escasear. Había que pagar un precio exagerado por los «pequeños vicios» como el tabaco, el vino o el pisco (una bebida alcohólica muy popular). Los transportes públicos iban de mal en peor, sin piezas de recambio y, sin que suene a guasa, el papel higiénico se convierte en algo preciado, precisamente cuando la prensa de oposición aumenta el número de páginas de los periódicos para protestar contra un Gobierno «incapaz de atajar la crisis».

¡Pues ni con eso! A pesar del boicot económico y financiero de los Estados Unidos, a pesar de la bajada del precio del cobre, a pesar de la fuga de capitales, a pesar de la falta de divisas, y sobre todo a pesar del sabotaje de la burguesía chilena (que guarda en sus despensas alimentos para un año), a pesar del dinero de los Estados Unidos y las democracias cristianas europeas, a pesar de todos estos problemas, Allende ha ganado. Y es que los pobres, «los rotos», han aprendido a utilizar la papeleta de voto. Porque, si bien el bloque opositor ha votado masivamente a la derecha, los partidarios de la Unidad Popular también han emitido un voto de clase, y no solo para otorgar diez escaños más en el Parlamento a Unidad Popular.

«Es un Gobierno de mierda, pero es mi Gobierno y yo le defiendo», rezaba una pancarta esgrimida por un obrero en una manifestación ante Allende. Es esta conciencia de clase la que el pueblo chileno ha expresado el 4 de marzo por encima de

cualquier reticencia y no hay duda de que, con el alegato político que le caracteriza, Allende lo tendrá en cuenta. Antes del 4 de marzo se podía temer una victoria de la tendencia «conciliadora» del Partido Comunista y una aproximación a la Democracia Cristiana de vocación reformista, lo que habría atenuado la bipolarización del panorama político, arrinconando más a la izquierda al Partido Socialista y todavía más a la derecha al Partido Nacional, pero ahora esta hipótesis está descartada. «*Queréis que modifiquemos nuestra línea política?*», ironiza un periódico comunista de Santiago. «*Pues bien, tenéis razón, vamos a radicalizarla.*»

Un golpe de mano

Vamos a asistir probablemente en las próximas semanas a una radicalización de ambos bloques. La Democracia Cristiana ha perdido votos en beneficio del Partido Nacional (lo que confirma la tesis de su antiguo líder, Tomic: «cuando se gana con la derecha, es la derecha la que gana»). Pero es prisionera de su propio juego y no tiene otro camino que el de seguir perteneciendo a la coalición que ella misma ha constituido con el resto de los partidos de oposición. Al seguir por ese camino, su actual líder, Frei, que aspira a un segundo mandato en 1976, no ve más que ventajas. La cuestión está en saber si los democratacristianos serán capaces de frenar la impaciencia y la rabia de los derechistas «nacionales», que se niegan a esperar tres años y arden en deseos de dar un golpe de mano.

Por su parte, los dirigentes de Unidad Popular no se hacen ilusiones, «*el pueblo ha ganado una batalla pero no ha ganado la guerra*», manifiesta Carlos Altamirano, Secretario General de un Partido Socialista que gracias a su línea «izquierdista» ha conseguido duplicar el número de diputados en la Cámara (de catorce a veintiocho).

El problema principal para Unidad Popular sigue siendo hoy el ponerse de acuerdo en una línea política y mantenerse en ella, avanzando cada vez más en la tesis «el poder para los trabajadores», sorteando, gracias a las posibilidades que ofrece el régimen presidencialista, las zancadillas de un Parlamento que le sigue siendo hostil en un 54,7%.

Esta vez es posible, en tanto que la corriente «peruana» que anima a los sectores progresistas del Ejército chileno no se oponga.

Pierre Laffonques

le Monde, jueves 29 de marzo de 1973

SUSTITUIDOS POR LOS MODERADOS Los militares dejan el Ministerio

El Presidente Salvador Allende ha anunciado el martes por la tarde la composición del nuevo gabinete. Los tres generales que desempeñaban las carteras de Interior, Obras Públicas y Minas en el equipo anterior, no han sido confirmados en sus funciones. Tal como lo indica nuestro corresponsal, la entrada en el Gobierno de varias personalidades moderadas debería tranquilizar a la clase media. La difícil situación económica es el primer problema al que deberá enfrentarse este nuevo gabinete.

Las remodelaciones ministeriales están al uso después de unas importantes elecciones, pero eso no significa forzosamente que haya crisis. Es, por el contrario, en un contexto bastante favorable, con un 44% del electorado detrás de él, en el que Allende procedió a una nueva distribución de las carteras.

Al presentar su nuevo gabinete el martes 27 de marzo, Allende dio, una vez más, pruebas de su habilidad y de su olfato político, no cediendo ni ante unos ni ante otros, y dando gusto a casi todos.

Los socialistas y la corriente «ultra» de Unidad Popular deseaban la salida de los militares. El pasado octubre, en el punto álgido de la «huelga de transportistas» llevada a cabo por la oposición, había hecho temer por la supervivencia del régimen, pero el llamamiento a las Fuerzas Armadas había permitido al Gobierno tomar aliento y calmar a los «sediciosos». La presencia de los militares había, en cierto modo, congelado la situación, permitiendo a los «reformistas» desarrollar sus tesis y obligando a los «revolucionarios» a llevar el paso, mientras que ahora las clases populares se habían movilizado de nuevo.

Al agradecer, tanto en sentido propio como en el figurado, los servicios prestados a los Ministros militares, Allende parece responder al deseo de su ala izquierda.

No obstante tranquiliza también a su ala derecha al contar con la participación de personalidades reconocidamente moderadas. En el ingrato y difícil puesto de Ministro del Interior coloca a un socialista «tranquilo», Espinoza, un profesor que procede de la ciudad industrial de Talcahuano, para que suceda al

General Carlos Prats, que se reincorpora a la jefatura del Ejército con un prestigio que nadie pone en duda. Allende, después de rendirle todo tipo de homenajes, cuenta con él como un verdadero «amigo».

La oposición no se rinde

[...] Ahora que los militares han regresado a sus cuarteles de invierno, la cuestión está en saber si este nuevo gabinete, completamente civil, sabrá, podrá resistir los múltiples ataques de la oposición, ataques de los que ha dado un botón de muestra en estos últimos días. Se ha reproducido la violencia callejera y los grupos de choque de la derecha, inactivos por la creencia de la derrota electoral de Allende, vuelven a las andadas cuando el régimen parece consolidado. [...] «Hay que esperar una nueva andanada de huelgas como las de octubre», declaró el Ministro de Trabajo, Figueroa (PC).

La guerrilla se libra también en el Parlamento: el Gobierno presentó un proyecto de reajuste de salarios, sufragado «con el dinero de los ricos». Pero el proyecto fue abortado por la Cámara, de manera que los partidos de izquierda lo han convertido en el tema fundamental de su acción política desde hace más de un mes, y han organizado para el martes por la tarde una gran manifestación en el centro de Santiago. La oposición, por su parte, se ha montado en otro caballo de Troya, el del proyecto de «escuela nacional unificada», presentado por el Gobierno como una forma de racionalizar los diversos tipos de estudios, pero considerado por sus detractores como el principio de «un lavado de cerebro» de tipo marxista.

Un comunista en el Ministerio de Economía

Sin embargo todo esto puede parecer solo pequeñas escaramuzas si lo comparamos con el problema económico que sufre Chile. El retorno del comunista Millas al Ministerio de Economía parece indicar que se orienta hacia soluciones de corte «clásico», inspiradas en la NEP soviética de los años veinte, es decir, «consolidación de lo adquirido» y probablemente un posible acuerdo con la Democracia Cristiana en base a la definición del «sector social» de la economía, privatizando algunas fábricas controladas por el Estado, pero poco rentables. Esta

política podría devolver una cierta confianza a las clases medias y frenar en la medida de lo posible la inflación. Pero estas medidas van a chocar con el rechazo frontal de los obreros de estas fábricas.

Por otra parte, el racionamiento de algunos productos básicos sería, en este caso, más justo que el estraperlo, que castiga más severamente a los sectores menos favorecidos. Pero el Estado solo controla el 30% de la distribución.

Ha llegado, pues, el momento de saber si Allende está verdaderamente decidido a lanzarse a una «economía de guerra», a la que se ha referido en varias ocasiones, o si espera todavía ganarse con la moderación a la que ayer mismo definió como «oposición democrática», es decir, a la Democracia Cristiana, sempiterno árbitro de la situación.



, Intervención radiofónica el miércoles 28 de marzo de 1997

En el Chile de la Unión Popular los cambios de cartera continúan pero no se parecen.

La remodelación realizada por Allende esta semana venía impuesta por la necesidad de redistribuir las tareas a la luz de las últimas elecciones parlamentarias.

Los resultados del 4 de marzo han demostrado que a pesar de todas las dificultades económicas, el Gobierno de Salvador Allende estaba apoyado por el 44% del electorado, mucho más que en el momento de la elecciones presidenciales de hace dos años y medio.

La novedad más espectacular del gabinete que Allende presentó ayer martes a los medios de comunicación fue la salida de los Ministros militares. Esta salida no debe ser considerada como un debilitamiento del régimen, sino más bien al contrario. Es la prueba de que en la actualidad Salvador Allende puede prescindir de ellos. Los militares habían sido llamados a participar en el Gobierno en el dramático instante en el que la huelga de transportistas del pasado octubre había dado esperanza a las fuerzas coaligadas de la oposición de acabar con Allende. No fue así, como ya sabemos. La presencia de los militares calmó a los extremistas de derecha y a los que en la Unión Popular se conoce por el nombre de «sediciosos».

Pero haciendo gala de la tradición de apolíticos, los militares no quisieron comprometerse en un camino que les habría llevado a abandonar la neutralidad que les da la fuerza.

Eso lo entendió perfectamente Salvador Allende, lo que demuestra una vez más su sensibilidad política. La Unidad Popular, después de las elecciones del 4 de marzo, se ha fortalecido lo suficiente para que Allende forme un Consejo de Ministros totalmente civil. Desde hace tiempo se perciben algunos signos que anuncian una escalada de violencia en la calle y ataques al Parlamento: los sin techo se enfrentan a un comando de extrema derecha, el saldo es de dos muertos; en una cadena de televisión local se intenta retransmitir emisiones hostiles al Gobierno, una persona muere; se incendian sedes del PS, etcétera.

Todos estos incidentes pueden ser controlados acudiendo a las fuerzas de la Policía Nacional. Si por el contrario la oposición desenterrara el hacha de guerra e intentara de nuevo paralizar el país, es probable que se llamara de nuevo al Ejército para defender al Gobierno constitucional.

Por el momento no se ha llegado a esa situación y el carácter del nuevo gabinete es más bien pacífico, formado sobre todo por moderados y tecnócratas.

La cuestión primordial de ahora en adelante es resolver la crisis económica.

Es probable que antes o después, lo quiera o no, el Gobierno de Unidad Popular deberá escoger entre una política dura y arriesgada, poniendo el énfasis en la lucha de clases «haciendo pagar a los ricos» (por escoger un término de su programa) o realizar una política conciliadora hacia las clases medias pero que implica una alianza con la Democracia Cristiana. Pero como esta se ha instalado en la oposición, si se quiere que abandone su alianza con la derecha, el precio a pagar deberá ser necesariamente alto.

fr Mande , miércoles 18 de abril de 1973

La oposición intenta provocar la dimisión del gabinete

La oposición centrista y conservadora chilena anunció el lunes 16 de abril su intención de iniciar un procedi-

miento de censura constitucional contra la totalidad del Gobierno de Salvador Allende. Es la primera vez que este procedimiento de censura, que permite destituir a uno o varios Ministros si se les reconoce culpables de atentar contra la Constitución, se utiliza contra la totalidad del Gabinete. La censura de la oposición chilena se apoya fundamentalmente en un decreto firmado por todos los Ministros autorizando al Gobierno a trasvasar cuarenta empresas privadas al sector social de la economía. En el supuesto de que la censura fuera aprobada por la Cámara de diputados, se suspendería cautelarmente a los Ministros hasta que el Senado diera su voto. Y aunque en las elecciones del 4 de marzo la Unidad Popular mejoró su representatividad en las dos cámaras, sigue siendo minoritaria.

Tras la relativa calma que siguió a las elecciones del 4 de marzo y a la remodelación ministerial en un sentido moderado, la vida política retomó su curso con fuerza.

Por encima de las apariencias, asistimos de hecho a una intensificación de la lucha de clases. La burguesía está menos dispuesta que nunca a ceder el poder económico, ideológico y político que todavía mantiene. Los partidos obreros y las masas populares, por su parte, tampoco quieren renunciar a la conquista de ese poder. Salvador Allende deberá batirse de ahora en adelante tanto contra una oposición que multiplica sus ataques como contra una extrema izquierda que quiere mostrar su fuerza en la calle.

En el mismo instante en el que Allende se dirigía, la semana pasada, a la primera asamblea mundial de sindicatos, la Cámara de diputados recordaba al Gobierno que la oposición era mayoritaria votando la destitución del «Intendente» socialista Fainovich, primera autoridad civil de la provincia de Santiago. *«Le confiaremos responsabilidades más importantes»*, replicó Altamirano, Secretario General del Partido Socialista.

La oposición, que generalmente despliega más imaginación, continúa agitando a la opinión pública con el lema *«guerra santa de la Iglesia contra el marxismo»*. Una fuerte disputa contra el Gobierno se ha originado en la cadena de televisión de la Universidad Católica de Santiago, dirigida por un «cura de choque»: el reverendo padre Hasbun, que no oculta su ideología conservadora, declara haber iniciado «la lucha de la luz contra las tinieblas» y califica a los periodistas marxistas de «cloacas ambulantes».

En la misma línea se libra actualmente una intensa campaña contra el proyecto de «escuela unificada» que lleva a cabo el Ministro de Educación Nacional. El proyecto, bastante modesto por otra parte, de racionalización de la enseñanza en el que han colaborado expertos de la Unesco, se ha convertido para la Democracia Cristiana y el Partido Nacional (de derechas) en el símbolo del bandolerismo ideológico marxista.

Los extremistas

La Democracia Cristiana juega en esta coyuntura un papel bastante ambiguo. Al romper oficialmente con el Partido Nacional, con el que había suscrito una alianza electoral (la CODE), parece haber dado un giro al centro, su vocación electoral, pero al mismo tiempo su posición se endurece respecto al Gobierno lanzando a las calles de Santiago a militantes muy jóvenes que paralizan el tráfico, coreando eslóganes reaccionarios e insultando a dos diputadas socialistas (una de ella la mismísima hermana del Presidente, Laura Allende).

En la extrema derecha, el grupo Patria y Libertad utiliza grupos especializados tanto en la agitación estudiantil como en la organización sistemática del mercado negro (saco), mientras que otra organización especial llamada Proteco se encarga de la «protección armada de la comunidad».

Hasta el momento, el Gobierno solo se ha defendido acudiendo al Tribunal Constitucional para fundamentar la legalidad en materia de salarios. También ha conseguido que la comisión de telecomunicaciones, políticamente neutral, admita que la pretensión de la Universidad Católica de Santiago de ampliar sus emisiones a la ciudad de Concepción, situada a setecientos kilómetros al sur, no estaba justificada y era ilegal. Sin embargo, es probable que la policía detuviera ilegalmente al director de la cadena «pirata» de televisión en la ciudad de Concepción.

Atacado por la derecha, Salvador Allende debe defenderse una vez más de la izquierda. La última semana, el MIR (izquierda revolucionaria) reunió a militantes de base, socialistas, gente del MAPU e independientes, para organizar numerosas «movilizaciones populares» en el cinturón industrial de los suburbios de Santiago.

Muchas carreteras fueron cortadas y varios depósitos de combustible ocupados; los manifestantes exigieron un «control popular de la distribución de alimentos». El nuevo Ministro del

Interior, Espinoza, un socialista moderado prefirió el diálogo a la represión, pero se produjeron nuevos enfrentamientos con la policía; y así la agencia de prensa de *El Mercurio* (conservador) pudo difundir la instantánea de un «carabinero» protegiéndose de la porra de un manifestante cubierto con un casco: *«He ahí el símbolo de la degradación del principio de autoridad, comenta»*.

Incluso Salvador Allende creyó necesario intervenir personalmente por la radio y la televisión para condenar *«el plan nacional de provocación contra el Gobierno»*, pero el MIR le replicó: *«Los trabajadores se han visto obligados a defenderse contra las consecuencias de la inflación; los pobladores (chabolistas) reclaman un techo antes de la entrada del invierno, el pueblo se muere de hambre debido al mercado negro y a la especulación que practican las centrales distribuidoras de alimentos. Si los obreros se movilizan es para impedir que las fábricas sean devueltas a los patronos»*.

Está claro que no son las consignas de «producción», esgrimidas por el Partido Comunista, las que todavía pueden movilizar a las masas. Salvador Allende, que recibió el pasado miércoles con gran boato las primeras doce toneladas de azúcar enviadas por el pueblo cubano constató, no sin cierta amargura, que los estibadores chilenos rehusaron descargar gratuitamente el buque cubano.

Le Monde, sábado 28 de abril de 1973

VIOLENTAS MANIFESTACIONES EN SANTIAGO

La tensión se agrava entre el Gobierno de Allende y la oposición

La capital chilena vive de nuevo un clima de desórdenes y de violencia, comparable al que reinó en los días más críticos de la crisis del pasado octubre, en el que la «huelga de transportistas y comerciantes» hizo temer por la mismísima existencia del régimen.

Grupos de jóvenes estudiantes de quince a dieciocho años, mezclados con elementos del «lumpemproletariado» de los

suburbios, invadieron el jueves 26 de abril el centro de Santiago coreando consignas hostiles al Gobierno, rompiendo escaparates, cortando el tráfico y buscando el cuerpo a cuerpo con las fuerzas de la policía.

Por primera vez en la historia del país, el palacio de la Moneda, sede del Gobierno, emplazado en el centro de la ciudad, fue el blanco de la ira de los manifestantes. Estalló un cóctel Molotov y una lluvia de cascotes rompió bastantes ventanas, entre ellas las del despacho del secretario personal de S. Allende, que salió instantes más tarde a su balcón para dar las gracias por los gritos de apoyo de otros grupos de estudiantes partidarios del régimen. Se cortó el tráfico durante todo el día en la avenida central del, Providencia, en el barrio residencial, debido a las barricadas levantadas con barriles ardiendo, mientras que en las gasolineras los automovilistas ya hacían cola, por si acaso, para llenar sus depósitos de gasolina.

Con estas manifestaciones, los estudiantes democratacristianos y los militantes de derechas y de extrema derecha querían protestar contra la implantación de la ENU (Escuela Nacional Unificada). Era un pretexto bastante nimio, ya que el proyecto gubernamental de reorganización de la enseñanza para este curso había sido anulado hace diez días, y una cosa que llamó la atención fue la pasividad de la policía durante las manifestaciones. Las razones, según fuentes oficiales, son estas: *«la oposición quiere algunos muertos que nosotros no estamos dispuestos a conceder»*. Se realizaron doscientas cincuenta detenciones, entre ellos muchos delincuentes fichados y con antecedentes penales.

«Un nuevo octubre»

De hecho, los sucesos del jueves se inscriben en el marco general de una «escalada de violencia» que en los últimos días ha aumentado varios grados y que intenta reproducir el clima de tensión que precedió a la grave crisis de octubre de 1972. Desde hace ya tres semanas, se venían produciendo diariamente pequeñas manifestaciones antigubernamentales en el centro de la ciudad.

El jueves, muchas sedes del Partido Comunista y del Partido Socialista fueron saqueadas de manera simultánea en distintas ciudades del país y en Santiago de Chile, produciéndose ataques contra el domicilio de dirigentes de izquierda, como la ex Minis-

tra comunista Mireya Baltra, o el diario filocomunista *Puro Chile*, al que rompieron todas las ventanas y contra el diario socialista *Última Hora*.

Estos ataques a la prensa de izquierda se producen en el momento en que el influyente y muy conservador diario de Santiago, *El Mercurio*, acaba de conseguir una importante victoria sobre Salvador Allende. Merece la pena que se sepa la historia porque nos puede dar una idea del poder y de la habilidad de las fuerzas de oposición, y en particular en el campo de la prensa hablada y escrita.

Poniendo en boca de unos cuantos obreros que habían ocupado durante algunas horas las dependencias de un Ministerio la siguiente frase «*Por qué no ocupáis mejor el periódico Mercurio*», este periódico obligó a Salvador Allende a desmentir y a proclamar en el transcurso de una conferencia de prensa convocada al efecto que «*la ley protegía la libertad de expresión*» del Mercurio, a pesar de que este grupo mediático «*dirigido por un antiguo nazi*» pertenecía a un «*delincuente internacional refugiado en los Estados Unidos*». El director de *El Mercurio*, el señor Silva Espejo, reconoció sin tapujos su antigua militancia al nacionalsocialismo, pero sobre todo tomó buena nota de que su grupo no iba a ser objeto de una expropiación, porque no era su objetivo.

Los sucesos del jueves parecen haber desencadenado, de una y otra parte, reflejos adquiridos en octubre pasado. Algún personaje de este momento, como Cusmille, Presidente de los comerciantes, había anunciado que en los próximos días irían a la huelga, o Vilarin, líder de los transportistas, sosteniendo que la huelga de octubre había sido «beneficiosa para el país».

Un nuevo asalto

La Democracia Cristiana, que ha jugado a menudo un papel dialogante, parece haber adoptado a partir de ahora una política de hostilidad abierta, sobre todo desde que S. Allende se refirió públicamente a los veinte millones de dólares que, según el *Washington Post*, recibió Frei para financiar su campaña electoral de 1964. No es probable que estas declaraciones desencadenen en el futuro más inmediato una crisis grave solicitando un voto de censura a la totalidad del gabinete (pronto se sabrá), pero en todo caso va a reiniciar la lucha contra el «sector social de la economía» retomando un pro-

yecto de reforma constitucional que pretende anular toda la política económica de nacionalizaciones iniciada el 14 de octubre de 1971, y apoyado por el Partido Nacional (de derechas). Ante el cúmulo de amenazas que se ciernen sobre el Gobierno, los trabajadores responden por su parte con los mismos reflejos de solidaridad y de movilizaciones que en octubre. Los cien mil obreros del cinturón industrial del sur y del oeste de Santiago se declararon en estado de «alerta general».

Le Monde, domingo 29/lunes 30 de abril de 1973

La explosión de violencia ha causado dos muertos

El viernes 27 de abril se produjeron nuevos enfrentamientos en Chile, donde se respira una tensa calma. En la jornada de apoyo al Gobierno convocada por los sindicatos murió un obrero. Por otra parte, el Partido Demócratacristiano afirma que un estudiante, herido el pasado jueves en Quillota, al noroeste de la capital, había muerto.

«Al ocupar el centro de Santiago, nuestros hijos han demostrado que eran hombres», titula el periódico del Partido Nacional (de derechas). Ese es el tono general de la prensa de oposición al día siguiente de las violentas manifestaciones que han agitado Santiago, Valparaíso y otras ciudades de Chile el jueves 26 de abril.

En la jornada del viernes 27, la situación se degradó aún más. «No toleraremos que se reproduzcan los actos de vandalismo de ayer», declaraba al filo del mediodía el «Intendente», primera autoridad civil de la provincia de Santiago. Pero al mismo tiempo, en claro desafío, bandas de jóvenes, parecidas a las del día anterior, y nutridas de elementos llegados de los bajos fondos, conseguían sembrar el caos y paralizar el tráfico en el centro y en los barrios residenciales de Providencia, en donde fue quemado un trolebús.

Muchos comercios cerraron, mientras que la atmósfera en las

angostas calles del centro se hacía irrespirable a causa de las bombas lacrimógenas lanzadas por la policía.

Fue por la tarde cuando se produjeron los enfrentamientos; la CUT (Central Única de Trabajadores) había pedido a diez mil obreros de los suburbios industriales que se desplazaran al centro de la capital para manifestar su solidaridad con el Gobierno; al pasar delante del moderno edificio de diez plantas en el que tiene su sede el Partido Demócratacristiano, se produjeron unos graves incidentes. *«Por supuesto que les abucheamos»,* cuenta un manifestante, el tapicero Humberto Díaz, *«nos tiraron piedras y nosotros respondimos, pero apenas conseguimos llegar al tercer piso; fue entonces cuando nos ametrallaron desde el tejado, aquí tengo los casquillos, son de una ametralladora argentina Marcati, del calibre 22, las conozco bien porque en el Ejército yo era armero».* El balance fue de un obrero de la construcción muerto y de otros seis manifestantes heridos. Un comunicado oficial de la Presidencia de la República, dado a conocer la misma tarde por la policía, confirmaba que las balas habían partido de la sede de la Democracia Cristiana. *«Ha corrido la sangre. Estos sucesos van a traer consecuencias políticas muy graves»,* admitían ambas partes que coincidían en un único punto: lamentar que la policía no hubiera sido más contundente. *«Hasta el punto –añade el diputado demócratacristiano Patricio Philips– que se corre el riesgo de que cada uno se tome la justicia por su mano.»*

Por el momento, el diálogo entre la Democracia Cristiana y la Unidad Popular se ha roto; incluso un moderado como el ex candidato a la Presidencia, Radomiro Tomic, se ha aliado a Fuentealba, Presidente del PDC, muy ligado a la corriente «dura» de Frei. Parece que ya no hay sitio para las «palomas».

El Gobierno alabó la «madurez» de la clase obrera que no respondió con violencia al asesinato de uno de los suyos, pero en la multitud que se agolpaba el viernes por la noche frente al palacio de la Moneda para escuchar un improvisado discurso de Salvador Allende, había muchos que confesaban estar cansados de paños calientes y clamaban por una venganza. El pasado octubre, el Gobierno había confiado el Orden Público a la policía y al Ejército, mientras que la CUT había mantenido en reserva a las fuerzas obreras, pero entonces no se habían producido ataques sistemáticos, como esta vez, contra los partidos obreros, comunistas y socialistas, ni contra sus sedes, ni contra sus medios de comunicación, ni contra sus dirigentes.

Hoy el Ejército está en los cuarteles, la policía actúa con blan-

dura, y el Ministro del Interior explica que no hay motivo para decretar el estado de excepción; pero desde el momento en que los obreros salgan de sus fábricas para responder a lo que consideran una provocación deliberada, es de temer que se decidan a crear ellos mismos su propia policía.

Le Monde, viernes 11 de mayo de 1973

Las relaciones entre la Unidad Popular y la Democracia Cristiana son cada vez más tensas

Los dirigentes demócratacristianos proyectan presentar una moción de censura constitucional contra el conjunto del Gobierno de Salvador Allende. Las relaciones se hacen cada vez más tensas entre la Unidad Popular, en el poder, y la Democracia Cristiana. Mientras tanto, los incidentes se multiplican en la calle, produciendo varias muertes en ambos campos. La declaración del estado de excepción en la provincia de Santiago, y la decisión del Gobierno de relanzar la cuestión de la nacionalización de la industria papelera va a endurecer la actitud de la oposición.

Al declarar el «estado de excepción» el día 5 de mayo en la provincia de Santiago, el Gobierno consiguió que volviera la calma a la capital chilena, bajo control militar. Se prohibieron todo tipo de manifestaciones públicas, incluso una manifestación «contra la política de penuria alimenticia del Gobierno», organizada por los cuatro municipios más «burgueses» de Santiago, aquellos en los que la cantidad de provisiones almacenadas como reserva por cada familia es la más elevada del país.

No se ha conseguido todavía averiguar quienes han sido los autores materiales del tiroteo que la semana pasada causó la muerte a una persona y heridas a otras tres entre los manifestantes del movimiento de extrema derecha Patria y Libertad. El comunicado hecho público por la policía indica que los agresores aún no han sido identificados. Patria y Libertad sostiene que ha sido «una emboscada tendida por los marxistas». El Ministro del Interior afirma que no se trataba de miembros de la Uni-

dad Popular, y por su parte, el MIR (izquierda revolucionaria) sostiene que tampoco ha participado en los enfrentamientos, recordando que siempre asume la autoría de sus actos.

En las filas de la Unidad Popular, algunos piensan que se trata de un «autoatentado» de la extrema derecha para contrarrestar el efecto negativo producido en la opinión pública por la muerte de un obrero comunista el día 27 de abril, asesinado también a tiros frente a la sede del Partido Demócratacristiano y cuyas exequias han movilizado a una multitud de cerca de cien mil personas.

Se pone de manifiesto un vínculo entre el carácter neofascista del movimiento Patria y Libertad y las maniobras subversivas llevadas a cabo por miembros de este movimiento en Argentina y Bolivia.

Dos dirigentes de este movimiento han sido interceptados por la policía la pasada semana, cerca de Mendoza, cuando se disponían a pasar clandestinamente a Chile una fuerte suma de dinero en dólares, armas y documentación anticomunista en una avioneta pilotada por ellos mismos; uno de ellos, Walter Thiemme, había «desaparecido» misteriosamente a bordo de esta misma avioneta el 23 de febrero.

El hecho es que estas muertes contribuyen a ahondar un poco más la fosa que separa a partidarios y adversarios de Salvador Allende, radicalizándose aún más las posturas. Mientras tanto, el Diario Oficial publica los decretos por los que el Gobierno se compromete socialmente imponiendo la nacionalización definitiva de cuarenta y tres empresas industriales, ya bajo control estatal desde la «huelga patronal» del 22 de octubre de 1972. El Vicepresidente de la Cámara de diputados, el democristiano Cesar Fuentes, vuelve a insistir en la idea de una censura constitucional contra todo el gabinete.

Por su parte, el Gobierno, después de haber dado un paso atrás en materia de política económica, acaba de dar dos hacia adelante: el pasado enero, cuando todavía parecía posible un entendimiento con el PDC, el «proyecto Millas» había elevado a cuarenta y nueve el número de empresas que pasarían al «sector social», lo cual daba cierta tranquilidad a los demás. Pero esta vez, aprovechando la posibilidad que le permitía el período legislativo extraordinario hasta el próximo 21 de mayo, el Gobierno presenta varias modificaciones a su proyecto para poder expropiar «toda empresa monopolista», empezando por las noventa y tres más importantes, entre las cuales, las de tabaco (capital inglés), la compañía Philips (capital holandés), los productos

Nestlé (capital suizo) y, sobre todo, «Papelera», que produce casi todo el papel prensa perteneciente a un grupo chileno muy conservador controlado por el ex Presidente Jorge Alessandri, y que el influyente diario de oposición *El Mercurio* presenta como el símbolo de la libertad de expresión. «Es el fin de la empresa privada», declaró tajantemente el Presidente de la patronal, el señor Saenz.

Sin duda este proyecto va a ser rechazado por el Parlamento, donde la oposición es mayoritaria, ya que lleva dos meses negando los recursos necesarios para una subida de los salarios.

¿Es entonces un simple «reto de honor», una operación publicitaria para denunciar ante la opinión pública «a los que están al lado de la patronal»?

Cabe preguntarse, más bien, si el Gobierno no está considerando la posibilidad de realizar un referéndum (lo que aquí se denomina plebiscito).

Reconfortado por el 44% de los votos obtenidos en las elecciones legislativas de marzo, Salvador Allende aceptaría quizás la idea de una nueva consulta sobre un punto en el que podría aportarle nuevas adhesiones. En todo caso se batiría en un terreno conocido, trasladando al plano electoral un enfrentamiento que se desarrolla de una manera violenta en la calle, y de esta manera haciendo dar marcha atrás a la posibilidad de una guerra civil que siempre ha dicho querer evitar a toda costa.

***Le Monde*, martes 15 de mayo de 1973**

La amplitud de las huelgas y la intransigencia de la oposición ponen al Gobierno en una difícil situación

Los dirigentes demócratacristianos, reunidos a puerta cerrada durante el fin de semana, han adoptado una resolución que preconiza «una oposición más dura de cara al Gobierno». Patricio Aylwin, antiguo Presidente del Senado y adversario declarado de Salvador Allende, ha sido elegido Presidente de su partido, cuya ala derecha, dirigida por Frei, consigue imponerse a la moderada.

Se realizan numerosas detenciones de personalidades de la extrema derecha mientras que un diario de Santiago afirma que tres mil mercenarios se están entrenando en Bolivia para invadir Chile.

El «complot de octubre» contra el Gobierno de Allende comenzó con una huelga de transportistas. ¿Comenzará el de 1973 con la de las minas de cobre que aportan el 80% de las divisas? En las filas de la Unidad Popular se declara que la nueva «ofensiva de otoño» de la derecha ya ha empezado y que las huelgas que existen o que están convocadas tienen un carácter «claramente político», porque están «teledirigidas por fuerzas reaccionarias».

Los obreros del cobre han sido, en todas las épocas, los mejor pagados de Chile. Después de la nacionalización, sus salarios siguieron siendo superiores a los de la media, pero los ejecutivos y el personal administrativo tuvieron que aceptar a regañadientes cobrar su sueldo a partir de ese momento en dinero chileno y no en dólares. La huelga iniciada en la mina El Teniente, al sur de Santiago, dura ya tres semanas, y no son los obreros (unos ocho mil), de los cuales un cierto número ha vuelto al trabajo –los más decididos– sino el personal dirigente y administrativo (unas cinco mil personas) quien reclama, además de una subida general de salarios consentida por el Gobierno, un suplemento del 41% con efecto retroactivo desde octubre de 1972.

El jueves 10 de mayo se declaró el «estado de excepción» en la provincia de O'Higgins, provincia en la que se encuentra la mina, y se puso bajo control militar como la de Santiago.

La huelga amenaza con arrastrar a otros yacimientos y extenderse a otros sectores: los ocho mil trabajadores de Chuquicamata también han parado los días 11 y 12 de mayo, las dos minas más grandes de cobre de Chile se han paralizado por este motivo al mismo tiempo. El metal rojo es, según palabras de Allende, «el salario de Chile». Cada día de huelga cuesta al país un millón de dólares por yacimiento. Arengas insólitas exaltando la acción de los huelguistas aparecen en el periódico conservador *El Mercurio*, que normalmente se precia de adoptar un tono más moderado. En los transportes públicos que están en manos de empresas privadas se anuncia una huelga nacional, los de Valparaíso y de Concepción están en huelga desde hace una semana y se teme que movimientos del mismo tipo puedan aparecer en el sector bancario.

La aparición en Mendoza (Argentina) de Walter Thiemo, dirigente de la organización de extrema derecha Patria y Libertad (al que se creyó desaparecido hace dos meses) haciendo unas declaraciones según las cuales el combate contra el comunismo debe llevarse «*basta sus últimas consecuencias*», vienen a reforzar la opinión de los sectores de izquierda de que se está organizando una vasta conspiración a gran escala contra Chile, con armas y dinero desde países limítrofes, como Argentina y Bolivia, para apoyar a los «enemigos de dentro».

La Democracia Cristiana, árbitro

Según ciertos órganos de la izquierda habría más de cuatrocientos comandos de propietarios agrícolas. El periódico *Última Hora* acusa a dos ex Ministros de Frei, Gustavo Lagos y el General en la reserva Tulio Marambio. Por su parte el movimiento Patria y Libertad declara que las posibilidades de acción de los partidos tradicionales están agotadas y que es necesario «pasar a la acción», aunque ataca también con dureza al Partido Demócratacristiano, acusándolo de haberle enviado «hipócritamente» intermediarios sin querer comprometerse directamente: «*Demócratacristianos, poneos de acuerdo de una vez por todas. ¿Estáis a favor o en contra de este Gobierno? O bien Allende continúa gobernando, o bien sigue, esa es la cuestión. No compliquéis más el asunto*».

Se comprende que en un clima tal los partidos de izquierda hagan un llamamiento para «evitar la guerra civil» del mismo modo que el Partido Nacional (derecha) insista nuevamente en el «*deber de desobediencia*» contra un «*Gobierno ilegítimo*».

El Partido Socialista hizo un llamamiento a las «masas organizadas» a «colaborar con la fuerza pública para denunciar, prevenir y liquidar a los grupos armados de derecha, sin caer en acciones terroristas individuales ni revanchistas, porque eso es precisamente lo que busca el fascismo». En el diario comunista *El Siglo*, el Secretario General del PC, Luis Corvalán, afirma que «*no hay otra vía que el combate contra estos explotadores, pero no es necesario que esta lucha de clases desemboque en una guerra civil [...], que causaría miles de muertos*» y termina pidiendo a los demócratacristianos que «*no echen leña al fuego*». Una vez más, por tanto, el Partido Demócratacristiano parece ser el árbitro de la situación. El partido de Frei espera que la «bomba de efecto retardado» que ha colocado ante las Cámaras estalle.

Se trata de un proyecto de reforma constitucional que pretende anular el control del Estado sobre la economía desde el 14 de octubre de 1971, remitiendo a las Cámaras la mayor parte de las prerrogativas presidenciales. El proyecto se votó, pero Allende lo vetó, aunque este veto fue rechazado por las Cámaras por mayoría simple. El ejecutivo sostiene que es necesario una mayoría de dos tercios (que la oposición no tiene). Este matiz es fundamental, aunque pone de relieve el conflicto entre el ejecutivo y el legislativo que, según Allende, solo puede resolverlo el Tribunal Constitucional, mientras que la oposición exige un referéndum. El asunto es más grave que la amenaza de censura contra el gabinete que el PDC promueve hace dos semanas.

***Le Monde* , miércoles 6 de junio de 1973**

La oposición acentúa su «ofensiva de invierno» contra el Gobierno Allende

La huelga de obreros y empleados de la mina de cobre El Teniente, al sur de Santiago, se está pudriendo lentamente a pesar de los esfuerzos desplegados estas últimas semanas por las fuerzas de oposición para darle un nuevo empuje.

Iniciada hace un mes y medio por reivindicaciones salariales (41% más sobre el 100% concedido a todos los trabajadores), la huelga ha tomado un giro político a partir del momento en el que el Partido Demócratacristiano, con bastante implantación entre los obreros del cobre, se unió a otros partidos de oposición para realizar un test de la capacidad de resistencia del Gobierno en un sector estratégico de la economía.

Por el hecho de que El Teniente sea el mayor yacimiento subterráneo de cobre del mundo, cada día de huelga, ya lo hemos repetido, hace perder a Chile un millón de dólares. A pesar del estado de excepción, la ciudad de Rancagua, situada en el corazón de la zona minera, se ha convertido en el campo de batalla casi cotidiano entre las fuerzas del orden y los partidarios de la huelga, envalentonados por todo un aparato de propaganda bien dirigido.

El fracaso de la huelga general

La huelga de El Teniente ilustra perfectamente la nueva estrategia de las fuerzas opositoras en su ofensiva de invierno contra el Gobierno. Ya no se trata, como en octubre pasado, de promover una huelga general que paralizaría todo el país. La experiencia ha probado que tal maniobra se vuelve contra sus propios promotores, provocando una movilización de la clase obrera contra la «huelga patronal» y una respuesta «patriótica» de las Fuerzas Armadas para «sostener al Gobierno constitucional»; el resultado ha sido que Unidad Popular, para sorpresa general, recogió cerca del 40% de los votos, cifra muy estimable, en las elecciones legislativas del 4 de marzo de 1973. Hoy se trata más bien de poner en marcha una ofensiva en varios frentes: por tanto, junto con la huelga del cobre, que ocupa las primeras páginas de los diarios de oposición desde hace un mes, han aparecido «huelgas de apoyo», de manera episódica, en diversos sectores. Al mismo tiempo, han proliferado los actos propiamente terroristas de la derecha, ya que el propio Ministro de Agricultura se salvó de un atentado hace diez días. Más recientemente, dos jóvenes sospechosos de pertenecer al Partido Nacional (derecha) murieron cuando intentaban colocar una carga de dinamita en un poste de televisión, y el día 1 de junio fueron dañadas dos emisoras de radio favorables al Gobierno.

Acusaciones constitucionales

Este clima de violencia explica que el poeta Pablo Neruda haya tenido que hacer un llamamiento bastante dramático «a los intelectuales chilenos» contra la guerra civil: *«Quiero señalar la gravedad del momento presente y en especial los preparativos que están realizando unos manipuladores extranjeros y chilenos, en el exterior y el interior de Chile, para precipitarnos a la lucha armada»*.

De hecho, el espectro de la guerra civil ha sido utilizado oportunamente por los partidos de izquierda en un momento en el que el clima era especialmente tenso, pero el enfrentamiento va a desenvolverse por derroteros jurídicos y parlamentarios en los próximos días. Recientemente los demócratacristianos habían rechazado unirse al Partido Nacional para censurar al Ministro de Economía, el comunista Millas, porque las denuncias no esta-

ban «convenientemente formuladas», pero esta vez son ellos quienes lanzan una nueva acusación contra este Ministro, responsable de no haber respondido a su ultimátum de siete puntos en los que exigían la modificación de la política económica del Gobierno. Esta censura se añade a las otras presentadas durante el conflicto de El Teniente, una contra el Ministro de Minas, el independiente Bitar y la otra contra el Ministro de Trabajo, el comunista Figueroa, además de las presentadas contra los «intendentes» (gobernadores) de las provincias de Valparaíso y O'Higgins.

Se percibe, incluso, una especie de sobrepuja entre el Partido Nacional, partidario de la guerra a ultranza y el Partido Demócratacristiano, dirigido desde ahora por un partidario de la línea «dura», Patricio Aylwin, hombre de confianza de Frei, cuyo programa se resume en una frase *«no dejar pasar ni una al Gobierno»*.

Esta despiadada guerrilla parlamentaria, que realiza la oposición gracias a la mayoría de la que disfruta en ambas Cámaras, corre el riesgo de caer en una auténtica batalla consistente en demostrar ante la opinión pública que el Jefe de Estado se niega a acatar la Constitución y se sitúa al margen de la ley.

Allende había interpuesto su veto a varios artículos de un proyecto de reforma de la Constitución tendente a anular todas las nacionalizaciones efectuadas desde el 14 de octubre de 1971; aunque la mayoría simple de las Cámaras había rechazado este veto, el Presidente sostenía que para reformar la Constitución hacía falta una mayoría de dos tercios (que la oposición no dispone). El Tribunal Constitucional, al que se acudió para zanjar la cuestión, se declaró incompetente, por lo que Allende decidió promulgar los artículos que no habían sido vetados, argumentando que en 1967 Frei había actuado de la misma manera en un conflicto análogo.

Le Monde, martes 19 de junio de 1973

La sucesión de manifestaciones en Santiago amenaza la cohesión de la Unidad Popular

El sábado 16 de junio, después de los violentos incidentes de la víspera, el centro de Santiago parecía un auténtico cam-

po de batalla. Delante de la sede del Partido Demócratacristiano, no lejos del Palacio Presidencial de la Moneda, unos huelguistas de la mina de cobre El Teniente, ayudados por grupos de jóvenes demócratacristianos, levantaron barricadas en la Alameda, interrumpiendo así la principal vía de comunicación de la ciudad. La policía tuvo que utilizar de nuevo bombas lacrimógenas y blindados, siendo los enfrentamientos tanto más violentos cuanto más cerca se encontraban las obras del metro que surtían a los manifestantes de abundante material arrojado. La oposición da la cifra de doscientos cincuenta heridos, muchos de ellos de bala, mientras que las cifras oficiales hablan solo de doce heridos, de los cuales uno era suboficial de carabineros.

La presencia en Santiago de cerca de un millar de mineros de la mina El Teniente, decididos a no dejar la ciudad sin haber obtenido algo positivo, permite a la oposición movilizar en torno a la consigna «solidaridad con los huelguistas» a una parte de la población normalmente poco proclive a preocuparse de la miseria obrera, pero dispuesta a ayudar en este caso a «los que luchan por la democracia». En todas las esquinas de las calles de Barrio Alto, un barrio residencial, señoras con abrigos de pieles y chicas en minifalda hacen cuestaciones de apoyo a los huelguistas. Los parlamentarios de la oposición autorizaron, acompañados a veces de su familia, a convertir en dormitorio la sala de reuniones del Congreso, mientras que en los jardines colindantes organizaron una «sopa popular», con la celebración de una misa el sábado por la noche, en la que un sacerdote, acompañado del Presidente de la Cámara de diputados, el demócrata Parreto, celebró «en homenaje a los mineros presentes».

La política de lo peor

Dos declaraciones de líderes de la oposición ilustran al mismo tiempo dos tácticas diferentes de una misma estrategia. Por una parte Onofre Jarpa, Presidente del Partido Nacional, declaró sin rodeos: *«Salvador Allende ha dejado de ser el Presidente constitucional de Chile»*. *«Nadie tiene la obligación —añadió— de obedecer a un Gobierno que ya no es legítimo»*. Es la tesis de la «desobediencia civil» que el movimiento de extrema derecha Patria y Libertad propuso hace varios meses y que Jarpa ha llevado últimamente hasta el límite, apropiándose del axioma según el cual *«para derrocar una dictadura, el precio que hay que pagar es la guerra civil»*.

Frei es menos directo, porque en el interior de su formación, la Democracia Cristiana, debe tener en cuenta una tendencia que rechaza todavía la fuerza, incluso aunque sea «legal». Su táctica consiste, desde hace año y medio, en desacreditar al Gobierno, cercenando al máximo su apoyo popular haciendo énfasis en el «caos económico» y en los desórdenes públicos.

Este lenguaje es mucho más peligroso para Salvador Allende que el de Jarpa, porque la crisis económica está en el centro de todos los problemas políticos. Si fuera de otro modo, los llamamientos de la oposición a no ceder un ápice en el terreno de las reivindicaciones no encontraría tanto eco. El último informe de la SOFOFA, órgano de la patronal hostil a Salvador Allende, prevé que la tasa de inflación para 1973 rebasará el 300%, cuatro veces más que la masa monetaria actual, y después de la reciente devaluación del escudo creará un déficit de cuatrocientos sesenta millones de dólares de la balanza de pagos. Quizá estas cifras son pesimistas, pero se acercan bastante en líneas generales a las previsiones de los medios gubernamentales, que son los primeros en reconocer que la situación es explosiva, y que hay que tomar «medidas draconianas».

El malestar de la UP

Dentro de la Unidad Popular las opiniones están divididas en cuanto a estas «medidas». Para el Partido Socialista, el recrudecimiento de la ofensiva reaccionaria solo puede conducir a «reforzar los organismos de poder popular como los comandos de coordinación obrera del cinturón industrial de Santiago, los JAP (comités de abastecimiento), los comités de vigilancia, los consejos campesinos y, sobre todo, la CUT (Central Única de Trabajadores)».

Para el PC la solución está en desarrollar «una política de autoridad por parte del Gobierno», un control férreo del abastecimiento, la ampliación del «sector social» de la economía, una lucha sin cuartel contra la inflación, una participación real con poder de decisión de los trabajadores y, por último, una dirección centralizada y eficaz.

Este último punto es sin duda el más importante, pero no el menos delicado. Por primera vez existen divergencias abiertas y públicas entre los principales partidos que componen la coalición de izquierdas, socialistas, comunistas y el Presidente Allende. El sábado, el diario comunista *El Siglo* publicaba en pri-

mera página un comunicado conjunto en el cual los comités centrales del PS y del PC juzgaban absolutamente «inoportunas» las conversaciones entre el Presidente y una delegación de los huelguistas que habían realizado una marcha sobre Santiago. Para ambos comités «el pueblo, que con su firmeza sostiene al Gobierno, cree indispensable una actitud enérgica contra los sediciosos y los que quieren conducirnos a la guerra civil».

En una contestación agridulce, publicada sin comentarios en el diario *El Siglo*, Salvador Allende expresa su «desagradable sorpresa» por la crítica de los dos partidos, crítica que califica de «hecho sin precedentes».

«No he renunciado ni nunca renunciaré a las prerrogativas que la responsabilidad de mi cargo me impone ante el pueblo y el país», declara el Presidente chileno, y añade *«estoy dispuesto a reconocer un posible error»*.

Esta disputa pública constituye sin duda una pequeña victoria para la oposición, que durante la próxima semana va a incrementar las manifestaciones. El martes, el PDC convoca un gran mitin de apoyo a los mineros, el miércoles los transportistas se reunirán para decidir si apoyan o no a los mineros, y el jueves los médicos piensan iniciar una huelga de solidaridad.

En los partidos de izquierda se afirma que esta «escalada evidente del fascismo» va a reforzar la determinación de las fuerzas de izquierda «de avanzar sin transigir». De hecho, nunca se había sentido en Chile hasta ahora una voluntad tan clara en los partidos de izquierda de terminar con la «reacción», con un Parlamento calificado de «bastión burgués» y con una justicia «de clase». La CUT pide a los trabajadores que convoquen el jueves 21 de junio «la mayor concentración de la historia de Chile». ¿Pero esta decisión, a la que se une el Partido Comunista, no producirá roces con un posible gabinete técnico militar que podría formarse en los próximos días? Es posible que, después de la escaramuza con los dos principales partidos que le apoyan, Salvador Allende dude en tomar una decisión de tal calibre.

Chile, enfermo de inflación

Después de los violentos enfrentamientos entre manifestantes y fuerzas de orden público que han ocasionado varias decenas de heridos en Santiago en los últimos días, se temían nuevos disturbios en la mañana del martes 19 de junio. El Partido Demócratacristiano ha invitado a todas las formaciones de derecha a reunirse ese día en el centro de la capital chilena para apoyar a los huelguistas de las minas de cobre y denunciar «las represiones policíacas del régimen». Por su parte, los partidos de la Unión Popular y la gran Central sindical CUT han realizado un llamamiento a la huelga general, el jueves, y han convocado mítines de apoyo al Presidente Allende en las ciudades, en los pueblos y en las fábricas.

En dos artículos, el primero de los cuales podemos leer a continuación, nuestro corresponsal en Santiago explica que la degradación de la situación económica y la inflación galopante son, en gran medida, el origen de las graves tensiones políticas actuales.

I. «Un Vietnam callado»

La crisis económica alcanza, semana tras semana, una extensión tal que los partidarios más lúcidos de la Unidad Popular declaran que, hoy por hoy, se trata de una cuestión de vida o muerte para el régimen.

Chile está enfermo de inflación. Hasta ahora el mal era endémico, y los chilenos, como tantos otros del Tercer Mundo que importan más de lo que exportan, habían llegado a la conclusión de que esta plaga era un desastre natural contra el que nada se podía hacer. Pero actualmente, con una tasa del 238%, que bate todos los récords mundiales, la inflación es ya una cuestión que atañe a la vida diaria de cada individuo. De mes a mes el poder adquisitivo desciende un 20%, la inflación explica la fuerza de las reivindicaciones salariales, las huelgas, el mercado negro, la corrupción, la crisis de confianza, el nerviosismo del Ejército y el de la Iglesia, la inutilidad de la expresión «bata-

lla por la producción», tal como se la concibe actualmente y sobre todo, la ruptura entre partidos de derecha y de izquierda.

Todo nació en 1970 de una estrategia inicial, válida en sí misma. El aparato productivo chileno que ha heredado Allende estaba infrautilizado. Para que funcionara a pleno rendimiento y que al mismo tiempo produjera una redistribución de las rentas, rebajando la tasa de paro, se tomó la decisión de realizar una subida general de salarios. Esta medida produjo rápidamente un aumento de la demanda de bienes y servicios que ocasionó un «boom» considerable de la producción. A pesar de la ya tradicional fuga de capitales y una reducción, no menos tradicional, de las inversiones privadas del 30%, el producto nacional bruto aumentó en 1971 en un 8,50%, mientras que la inflación se mantuvo en una tasa «razonable» (22,1%). Fue el año del «milagro chileno».

De hecho, la burguesía chilena se aprovechó más que ninguna otra clase social de la coyuntura favorable gracias al papel que desempeña en la economía, sin que por eso se sintiera deudora con Allende. Sin embargo, los primeros que comienzan a quejarse de la penuria que todavía no existe pertenecen a la sociedad que vive en barrios residenciales.

En 1971 la masa monetaria se había multiplicado por dos (116%) y la tasa de inflación del mes de mayo sobrepasa la de todo el año anterior (24,9%). Lo que ocurre es que la burguesía pone en circulación los beneficios acumulados sin pasar por el fisco, organizando un circuito clandestino de compra y venta de productos de primera necesidad. Es el principio del mercado negro.

La presión de la demanda provoca una subida de precios en el sector «libre» que se traduce en un coste de fabricación más elevado en los artículos de precio «bloqueado» y que el Gobierno debe compensar con un aumento desmesurado de emisión en papel moneda. Además, Chile, que ha nacionalizado el cobre sin indemnizar realmente a las compañías norteamericanas, comienza a sentir el efecto del bloqueo financiero que los Estados Unidos ponen en marcha a través de diferentes organismos internacionales, mientras que en Londres el precio del cobre, fuente principal de divisas, cae a su nivel más bajo.

Para colmo de males, Chile debe importar más productos alimenticios para responder a una demanda interna cada vez mayor, a unos precios que, debido a la bajada del dólar y a la coyuntura internacional, acusan una subida del 40% para la carne, el 51% para el trigo y el 86% para el azúcar.

En 1972 las importaciones de materia prima disminuyen, la producción industrial pierde fuelle, siendo solo del 2.8%. La producción agrícola baja al 1%. Chile, que ha heredado la mayor deuda exterior del mundo después de Israel (seiscientos dólares por habitante) debe negociar una mora de la deuda a los banqueros del «Club de París», pero los Estados Unidos, principal acreedor, subordina el acuerdo al pago de las indemnizaciones a las compañías cupríferas.

En esta situación Salvador Allende, retomando ante las Naciones Unidas la fórmula de Pablo Neruda, habla de su país como de «un Vietnam silencioso». La inflación solo es el resultado económico de un proceso político de estrangulamiento llevado a cabo, en el exterior, por una superpotencia decidida a que fracase una nueva «rebelión» en su coto de caza particular y, en el interior, por una clase dominante que intenta conservar sus privilegios.

Lo que era considerado al principio como un «derrape controlado» ha adquirido rápidamente una gran velocidad que descontrola toda la maquinaria económica y parece estar fuera del control de los aprendices de mago del Ministerio de Economía. En dos años se ha multiplicado por dos la masa monetaria en circulación, han salidos los billetes de quinientos escudos, y los de mil están imprimiéndose. Chile es uno de los pocos países donde la paridad del dólar aumenta, precisamente porque la confianza en la divisa local se hunde¹⁰. Cuando la inflación se convierte en hiperinflación y amenaza con llegar en los próximos meses al 300% o 400%, sin límite «razonable», no hay planificación posible que resista.

Las consecuencias de la escasez

Esta situación, ya de por sí grave desde el punto de vista económico, se acrecienta aún más por sus consecuencias sociales, políticas e incluso morales. La inflación afecta a la casi totalidad de los asalariados. El 88% de los empleados y el 98% de los obreros chilenos ganan menos de cinco «salarios mínimos» (salario vital)¹¹, lo que es muy poco. Eso explica el clima de enfa-

¹⁰ El dólar se cambia a 1.300 escudos en el «mercado negro», cuando oficialmente está a 105 escudos.

¹¹ El salario *vital* (mínimo) asciende a 3.200 escudos desde el último reajuste de mayo de 1973.

do y la actual ola de huelgas a partir de las reivindicaciones salariales, fenómeno que la oposición aprovecha para explotarlo, cuando no lo promueve. La burguesía que sigue siendo una clase privilegiada, se da cada vez más prisa en transformar en bienes muebles o inmuebles un papel moneda que le quema los dedos. Esta distorsión entre la oferta y la demanda explica la desaparición de productos de primera necesidad. A partir de ahora la gente tendrá que soportar largas colas delante de las tiendas de alimentación o delante de los supermercados para comprar arroz, aceite, azúcar, jabón, dentífrico o lana de tricotar, incluso ha escaseado la harina en estas últimas semanas y muchas panaderías han tenido que cerrar.

Por el contrario, todo lo que falta en las tiendas se encuentra sin dificultad... «en otra parte». Han surgido auténticos «profesionales de las colas» que, la familia al completo, (a veces llegadas del subproletariado) solo compran para revender a un precio abusivo, consiguiendo así más beneficios que si trabajaran. Poco o mucho, como vendedores o como compradores, la mayoría de los chilenos se dedican al mercado negro.

Esta situación es peligrosa para el Gobierno, pues durante las largas esperas para comprar tal o cual artículo se oye: *«antes de Allende se podía conseguir de todo, ahora ya no hay de nada y además hay que hacer cola»*. Pocos son los que se dan cuenta de que antes el racionamiento venía impuesto por el nivel de renta. Cuando el nivel de conciencia política es escaso y la desesperación grande, se puede esperar cualquier cosa.

Hace unos años, en varias ocasiones, la multitud asaltó y saqueó supermercados de las afueras, atacando camiones cargados de azúcar. En Santiago queda en la memoria un 2 de abril de 1957, en el que como consecuencia de una subida de precios del transporte estallaron motines que duraron varios días, y que el Ejército ahogó en sangre.

No estamos en la misma situación: además, los problemas de abastecimiento han obligado a los chilenos a organizarse por barrios, formando los JAP (comité de abastecimiento y de control de precios) que han proliferado. Los JAP, de inspiración oficial, son fundamentalmente organismos populares de distribución que colaboran con las tiendas de alimentación del barrio y venden a precios legales, muy baratos, productos de primera necesidad que el Gobierno les suministra.

La oposición ha protestado enseguida contra este «control del estómago por el Estado» y reclamó que las «juntas de vecinos», comités de barrio de tendencia demócratacristiana, crea-

dos por la administración Frei, se beneficiaran de las mismas atribuciones.

Por su parte, los *pobladores* organizaron en la provincia de Santiago, la más poblada del país, lo que denominaron «*el primer soviet de abastecimiento*», aprovisionándose directamente de la central de distribución del Estado (DINAC), y abasteciendo a ciento treinta y seis mil familias con escasos recursos económicos. Este «comando de abastecimiento directo» reclamó la creación de una central de compra y distribución de todas las grandes industrias alimenticias, la expropiación de todas las centrales privadas de distribución (que cubren todavía el 70% del circuito), la de todas las propiedades rurales de más de cuarenta hectáreas y la creación de tiendas populares en las *poblaciones*.

***Le Monde*, jueves 21 de junio de 1973**

Chile, enfermo de inflación

En un primer artículo (Le Monde del 20 de junio), Pierre Kalfon ha señalado cómo los mecanismos de la socialización de la economía y la resistencia de los representantes del sector privado habían conducido a Chile a una inflación galopante y a una situación económica desastrosa. Ahora nos muestra el juego de las fuerzas políticas que intentan canalizar, todas sin excepciones, la agitación social en su provecho.

II. El remedio militar del Dr. Allende

Los partidos de Unidad Popular, un poco avergonzados de lo que la oposición ha presentado como símbolo de su fracaso, dudaban hasta ahora en abordar con todas sus consecuencias el problema de la inflación. La revista de izquierdas *Chile hoy* fue la primera en dar la voz de alarma: «*La inflación es la expresión sintética de la lucha de clases. El problema es político y exige soluciones rápidas. Recurrir a mecanismos monetarios y fiscales para restablecer el equilibrio de la oferta y la demanda es*

incompatible con la caótica situación actual e implicaría una violenta represión contra los trabajadores [...] Es imprescindible que el Estado controle la distribución, y la totalidad del «sector social» de la economía».

El primer partido político en reaccionar es el Partido Comunista. El pasado 30 de mayo, un largo comunicado del Comité Central proclamaba *«Para salvar a Chile hay que parar el torbellino de la inflación»*. Pero las soluciones propuestas a la clase obrera no tienen nada de novedoso *«Tenemos que priorizar la producción [...] posponer las reivindicaciones parciales, vincular los salarios a la producción... dar primas en especie... autofinanciar cada empresa»*.

Dos días más tarde, el diario comunista *El Siglo* abordaba con valentía una cuestión ligada directamente a la inflación que, desde hace meses, provoca críticas y habladurías en la izquierda chilena: la corrupción. *«Una gran ofensiva contra los enemigos del pueblo no se entendería si no va unida a la voluntad de hacer una limpieza a fondo de la propia casa [...] Hay militantes de la Unidad Popular que se han aliado con la flor y nata de la reacción, y no tienen ningún escrúpulo en hacer estraperlo con los «momios» (reaccionarios), acaparando productos, dándose la buena vida [...] El carnet del partido no puede servir de salvoconducto para cometer inmoralidades o negligencias»*.

Al comienzo de su mandato, Allende había declarado que su Gobierno podría meter la pata¹² pero *«no la mano»*. De hecho son muchos, especialmente los *«interventores»* nombrados por el Gobierno para dirigir una empresa nacionalizada, los que no han podido resistir la tentación de *«meter la mano»* vendiendo artículos dos o tres veces más caros, con o sin factura.

Batalla por la producción o por la distribución

El problema está en saber si la lucha contra la inflación pasa primero por la *«batalla por la producción»*. *«Con qué producir»*, preguntan los dos mil trabajadores de la fábrica de productos para el hogar, Madensa, reconvertida desde hace un año al *«sector social»* (nacionalizada).

«Carente de divisas el Estado importa menos en materias primas, y escasea el acero. Para mantenernos ocupados nos vemos

¹² Según el autor *meter la pata* es un juego de palabras difícil de traducir y que viene a significar «faire une gaffe».

reducidos a «inventar» actividades de carácter comunitario, social o cultural. Además, para qué sirve nuestro esfuerzo si el frigorífico que servimos al comerciante desaparece rápidamente en el mercado negro a un precio tres veces superior. Habría que vigilar más la distribución».

Un estudio económico reciente de la Universidad de Chile señala que, incluso contando con las noventa y una grandes empresas previstas en el Plan (que el Parlamento todavía no ha aprobado), y las empresas del «sector social» y del «sector mixto», el Estado no conseguiría controlar más que el 31,7% de la producción industrial, y solamente el 29,3% de sector alimenticio.

Una «batalla por la distribución» parece un objetivo más realista en un futuro inmediato, y controlada con energía por el Gobierno traería consigo un enorme esfuerzo de movilización popular contra el mercado negro. *«Si el Gobierno es capaz de ser duro con los reaccionarios»,... dice Manuel Dinamarca, «la clase obrera también será capaz de cualquier sacrificio, incluso alimentarse solamente de té y pan. Si el proceso revolucionario avanza sin concesiones ni entreguismos, los obreros están dispuestos a entregar su vida para defender a este Gobierno.»*

Allende tiene la suerte de poder contar todavía con una clase obrera combativa y generosa, cuya tradición de lucha es la más antigua del continente, y que, incluso sintiéndose frenada «desde arriba», comprende a duras penas que las dificultades presentes van unidas a un enfrentamiento profundo entre dos tipos de sociedad. El «voto de castigo» del 4 de marzo de 1973 en favor de la Unidad Popular no solo ha producido una inflexión importante en la táctica de la oposición, sino también de estrategia.

Hace un año, uno de los teóricos de la Democracia Cristiana, Claudio Orrego, explicaba que la estrategia adoptada por el Partido Demócratacristiano (PDC) respecto al Gobierno de Allende se inspiraba en el ejemplo del Ejército ruso huyendo de Napoleón o de Hitler antes de contraatacar: *«No aceptar entrar en combate cuando el enemigo dispone de toda su fuerza. Retroceder hasta Moscú al mismo tiempo que se le ataca para desorganizarle, desmoralizarle, adoptar la táctica de tierra quemada, abandonar las ciudades hasta que llegara el invierno, entonces será el momento de la ofensiva».*

Este texto clarifica el comportamiento de la oposición respecto al Gobierno Allende. Aliándose oportunamente a la derecha tradicional, el PDC ha jugado muy inteligentemente con el desgaste

que produce el tiempo, aprovechando los errores políticos de la UP. y sus problemas económicos. Para la Democracia Cristiana, la política de «tierra quemada» ha consistido, por ejemplo, en abandonar una a una las doscientas cincuenta y ocho empresas clave que, después de una «intervención» o de un «embargo», han sido incluidas en el sector «nacionalizado» de la economía. Pero en octubre de 1971, se puso en marcha un proyecto de reforma de la Constitución. Aprobado por fin después de un año y medio de idas y venidas, este proyecto ha desembocado en un gran conflicto entre el ejecutivo, que ha interpuesto su veto, y el legislativo, que cree tener derecho a rechazar ese veto por mayoría simple.

La técnica de desmoralización y desorganización del adversario se ha manifestado de una manera todavía más sutil. La oposición en su conjunto ha rechazado cualquier modificación del sistema impositivo (el 30% de los recursos fiscales proceden directamente de los contribuyentes ricos, mientras que el 70% proviene de impuestos indirectos que afectan al conjunto de la población). La oposición se ha negado a facilitar los recursos necesarios para llevar a la práctica las últimas subidas salariales. El Estado ha tenido que recurrir, otra vez, a la maquiñita de tirar billetes. El resultado fue un nuevo salto adelante en la inflación, una subida de precios y una bajada del poder adquisitivo, lo que ha provocado descontento en la masa de asalariados, huelgas, etcétera.

En octubre de 1972, el Partido Nacional creyó que podía derribar al Gobierno apoyándose en la huelga de comerciantes y transportistas. El PDC había intentado, pero sin conseguirlo, lanzar sus tropas a la batalla (funcionarios, pequeños agricultores, técnicos y obreros cualificados). La movilización de la clase obrera y la fidelidad del Ejército hacía presentir que la situación no estaba todavía madura, pero esta vez la inflación, con la penuria y el estraperlo que conlleva, se convierte en la mejor baza para intentar cercenar a la Unidad Popular de su base obrera jugando con el descontento y creando una imagen represiva del Gobierno. Se trata de ver *«hasta dónde es posible llegar»*. La nueva táctica consiste en favorecer lo que aquí se llama un «octubre caliente» que paralizaría al país, sector a sector, profesión a profesión y crearía las condiciones para una transformación política.

La oposición busca además desacreditar al Gobierno demostrando que se burla de la legalidad. De ahí los ataques repetidos a la negativa de Allende a promulgar el texto completo de reforma constitucional.

«Socialismo o fascismo»

En el Parlamento el baile de votos de censura contra Ministros y «gobernadores», alrededor de treinta en tres meses, la obstrucción sistemática de todo proyecto gubernamental, las bur-las y las refriegas han marcado un recrudescimiento de la rabia contra el Gobierno. Pero estos excesos tienden a suscitar en la opinión pública el sentimiento de que «el hemiciclo es un hemi-circo», y que la farsa que allí se representa no tiene ninguna rela-ción con el país real. Este antiparlamentarismo podría desem-bocar tanto en un totalitarismo populista como fascista.

En los partidos de izquierda se continúa haciendo un llama-miento contra el peligro de guerra civil, evocando la España del 36, la masacre de comunistas en Yakarta e incluso la «noche de los cuchillos largos», la masacre de los mandos de la SA en 1934 a manos de la SS. Los «enfants terribles»¹³ del MIR (izquierda revo-lucionaria) parecen haber aprendido la lección del Secretario General del PC cubano, Carlos Rafael Rodríguez, que les ha expli-cado que no hay alternativa de izquierdas fuera de la UP. El PC chileno, irritado por los ataques que sufren sus sedes y sus mili-tantes, y por la intransigencia de la DC, ya no habla de nego-ciar, sino de «*avanzar sin transigir*», como exponía no hace mucho Altamirano, Secretario General del Partido Socialista, que a su vuelta de Moscú sostiene que el dilema a partir de ahora es «*socialismo o fascismo*», reprochando al Gobierno de no hacer uso de todos sus poderes por miedo al enfrentamiento, dando así alas a la contrarrevolución.

Para resolver la crisis, el Dr. Allende recurrió el pasado octu-bre a la «poción mágica» de formar un Consejo con participación militar. Esta vez, para conjurar el peligro inflacionista y para pro-tegerse al mismo tiempo de los nuevos ataques de que era obje-to su administración, el Jefe del Estado proyecta de nuevo que entren en el Gobierno algunos jefes militares.

¿Pero la presencia de generales bastará para levantar la eco-nomía? Por supuesto que no, porque una política «tradicional» contra la inflación debería pasar necesariamente por una repre-sión, abierta o encubierta, contra los trabajadores. Quizás Sal-vador Allende conseguiría conservar su sillón presidencial con el beneplácito, a trancas y barrancas, de los moderados de ambos campos, ¿pero habría salvado así la «revolución chilena»?

¹³ Hemos preferido no traducir «enfants terribles» porque la expresión es conocida en castellano.

Le Monde, sábado 23 de junio de 1973

APOYADO POR UNA IMPORTANTE MANIFESTACIÓN POPULAR El Presidente Allende toma severas medidas contra la oposición de derecha

¿Está Allende decidido a pasar a la contraofensiva y aplicar la política *«de mano dura»* que reclaman sus partidarios?

Dos acontecimientos parecen confirmarlo. En la tarde del 21 de junio, el Gobierno ha ordenado simultáneamente el cierre por diez días del diario conservador de Santiago *El Mercurio* y la detención de la plana mayor del Partido Nacional, que representa a la derecha más tradicional y más decidida en acabar con la Unidad Popular; y pide también que se declare ilegal al movimiento de extrema derecha Patria y Libertad.

El Partido Nacional había publicado el día anterior en *El Mercurio* un anuncio de toda una página diciendo que «Don Salvador Allende» estaba inhabilitado para ejercer sus funciones porque había «desviado» su mandato presidencial. Una larga exposición de denuncias ponía de manifiesto, entre otras, la represión contra los trabajadores, abuso, para fines políticos, del deber de obediencia debida de las Fuerzas Armadas, la desintegración del patrimonio económico y de los valores culturales de la nación y sobre todo la negativa del ejecutivo a promulgar el texto completo de la reforma constitucional (que anula todas las nacionalizaciones desde octubre de 1971 y que Allende ha modificado vetándola).

«En nombre del derecho y de la moral, nadie tiene la obligación de respetar ni obedecer a este Gobierno que ha perdido su legitimidad», terminaba diciendo el libelo.

Fue este texto, publicado también por otros periódicos de derechas, el que costó a *El Mercurio* la sanción, a petición del Gobierno, por infringir la ley de seguridad ciudadana del Estado. Aunque el periódico recurriera inmediatamente la sanción, su director dijo que la acataría. El cierre de *El Mercurio* es, por varias razones, un acontecimiento importante en la historia de Chile, pues no se trata solamente del decano de la prensa chilena (fundado en Valparaíso en 1827), sino de un periódico que contribuye a «fabricar» la opinión y que es, por sí solo, una verdadera institución. *El Mercurio* forma parte del «clan Edwards».

que controla en Chile diez periódicos y medio centenar de sociedades anónimas (finanzas, inmobiliarias, empresas industriales, agrícolas, etc.).

Desde la victoria de Allende, el director de este «imperio», Agustín Edwards, está exiliado en los Estados Unidos. El pasado mes de abril, un agente de la CIA, Cord Mayer jr., implicado en el «complot de la compañía ITT» contra Allende, reveló que en 1964 *El Mercurio* había recibido dinero de los fondos reservados para subvencionar la campaña presidencial en favor de Frei.

Prudente al principio, la oposición de este diario respecto a las iniciativas de la actual administración se fue endureciendo progresivamente, reflejando así la división política del país, hasta el punto de convertirse en uno de los más encarnizados rivales del jefe del Estado.

Huelgas paralelas

Estas medidas se tomaron por la noche en un día en el que, tanto una parte como por otra, consideran memorable, aunque por diferentes motivos. La CUT, la potente Central Única de Trabajadores, había convocado a los obreros de las provincias más importantes del país a «una huelga general» para expresar el apoyo de la clase obrera al Gobierno. El día anterior a la huelga, los sectores de oposición también habían decidido unirse al llamamiento, pero para «protestar contra la huelga», lo que hace que excepto los servicios de gas, agua y electricidad, que continuaron funcionando voluntariamente, el país se paralizara prácticamente en su totalidad. La consigna dada por los partidos de oposición fue la de quedarse cada uno en su casa y «dejar al marxismo una ciudad muerta».

La calle fue una fiesta popular, la CUT organizó *«la mayor manifestación de masas de la historia de Chile»*. Convergiendo a cuatro columnas de diversos puntos de la ciudad, más de setecientos mil trabajadores (según estimaciones de la policía), más de un millón según medios gubernamentales, se dieron cita en la gran plaza, delante del Palacio Presidencial de la Moneda. De todos lados surgían consignas «duras», a menudo imaginativas, que expresaban no solamente la voluntad de *«cortar el paso al fascismo y a la guerra civil»*, pero sobre todo, y eso era lo novedoso, de *«crear un poder popular»*. Allende tomó la palabra y, llevado por el entusiasmo de sus simpati-

zantes, el «*compañero Presidente*» recobró la combatividad de sus mejores tiempos.

Las emisoras de radio informan que se han desarrollado manifestaciones y desfiles por todo el país: doscientas mil personas en Concepción, cuarenta mil en Valparaíso. En dos puntos alejados entre sí, Arica al norte y Puerto-Montt al sur, también se convocaron «marchas juveniles», para llevar «la buena nueva» de la UP por todo el territorio, antes de concentrarse en Santiago el próximo 5 de julio.

Aparte del asunto de *El Mercurio* y del Partido Nacional, toda la actividad política va a cristalizarse en estos próximos días en torno a la formación del futuro gabinete civil y militar. La movilización popular de este jueves habría permitido a Allende establecer un mayor margen de maniobra para discutir las condiciones que ponen los generales para dar su apoyo al régimen.

Le Monde, sábado 30 de junio de 1973

Fracasa una tentativa de golpe

El General Sepúlveda, al frente del Gobierno militar de la capital, dio el jueves 28 de junio la verdadera razón del estado de excepción decretado en Santiago el día anterior: una tentativa de golpe militar que fue desarticulado a tiempo.

El General fue parco en detalles, pero se sabe que varios oficiales fueron detenidos y han confesado. Incluso estarían implicados, aunque no se ha confirmado, en la rebelión militar varios oficiales de alta graduación, que algunos comparan a la del General Viaux contra el ex Presidente Frei en 1969, pero más grave.

Ante el clima de politización extrema de estos últimos meses, las prisas por encontrar una solución a la crisis económica y la necesidad imperiosa de restablecer el orden en un país en efervescencia, el famoso «apoliticismo» del Ejército apenas ha resistido.

Esto es evidente porque el sentido del interés nacional había llevado ya al General Prats a convertirse, durante un cierto tiempo, en Ministro del Interior de Salvador Allende y porque, por las mismas razones, volvía a aceptar de nuevo una cartera en

el próximo gabinete, que el Comandante en Jefe del Ejército chileno era, desde hace meses, el blanco de los ataques de la derecha y de la extrema derecha. El incidente del miércoles 27 de junio, en el que el General se enfrentó a varios conductores y que ha sido calificado de «atentado» por el Gobierno, lo explica.

Pero a pesar de la solidaridad de sus compañeros generales, a pesar de la negación de Allende a aceptar su dimisión, y de las muchas muestras de simpatía de los partidos de la UP y de la CUT, el General Prats, que había dado muestras de la mayor prudencia en evitar todo compromiso político, es a partir de este momento «tachado» de hombre de izquierdas. Desde entonces su «credibilidad» se disipa a ojos de la oposición y hace más difícil la formación de un gabinete con participación militar, gabinete que Salvador Allende esperaba presentar esta misma semana.

Poco a poco se taponan todas las salidas legales de la «vía chilena» hacia el socialismo. Allende está en conflicto abierto con el poder judicial a través del Tribunal Supremo, mientras que la obstrucción del Parlamento se hace cada día más dura.

Manteniendo hasta el final la huelga de mineros de El Teniente, la oposición ha intentado dividir el frente obrero, principal sostén del Gobierno. Ahora hace todo lo posible en «romper» la lealtad del Ejército hacia el régimen.

Una crisis grave, análoga a la del pasado octubre, podría abrirse en los próximos días si se tienen en cuenta las amenazas de los transportistas, de las sociedades privadas del transporte, de los estibadores y quizá de los ferroviarios. Un movimiento que paralizaría el país y que sería seguido probablemente por médicos y comerciantes.

La CUT, los partidos comunista y socialista, la federación de partidos de la Unidad Popular, hacen por su parte un llamamiento a la «movilización general». La clase obrera chilena ha demostrado la semana pasada que estaba dispuesta a responder a estos llamamientos y a bajar a la calle para defender al Gobierno. Un nuevo «octubre» provocaría de rechazo una intensificación de la movilización popular, que podría arrastrar al sector «leal» del Ejército a inclinarse hacia el campo de la Unidad Popular, y eso traería como consecuencia el enfrentamiento general a florete sin zapatilla. Por el momento la situación está tranquila, se han prohibido todas las manifestaciones en Santiago, pero la escalada de violencia e incluso el terrorismo continúa y para Allende ha llegado el momento de elegir.

Allende pide plenos poderes y planea realizar un plebiscito

Durante unas intensas horas, Santiago sintió el hálito de la guerra, con sus tanques, sus combates callejeros, sus muertos en el rincón de una acera, pero también con una movilización de masas que ha dado al enfrentamiento un clima diferente.

Hace meses que se hablaba del «golpe», de «golpe de estado», se sobreentiende. La derecha política y económica y la extrema derecha (Patria y Libertad) se habían ido convenciendo poco a poco de que ni los electores, ni el obstáculo del aparato judicial, ni la obstrucción del Parlamento, eran suficientes para liberar a Chile del «azote marxista». Últimamente los llamamientos se habían hecho más acuciantes que nunca, incitando al Ejército a comprometerse en esta «lucha patriótica». Tanto desde el Partido Nacional (derecha) como del Partido Socialista se lanzaba el mismo grito: «¡Atrévanse, cobardes!» («a atacar los primeros», se sobreentiende). Un sector del Ejército, el grupo blindado NRZ, de Santiago, tuvo ese triste valor; una equivocación, porque fue controlado en tres horas, pero todavía hoy nos preguntamos si era una simple prueba o si por el contrario, los chilenos son realmente profanos en la técnica del golpe de Estado por temperamento y por cultura.

Fue la madrugada del viernes 29 de junio cuando los tanques y tropas motorizadas cercaron el Palacio Presidencial de la Moneda, ametrallándolo (se contabilizaron quinientos impactos). El Presidente Allende no se encontraba allí, pero desde su residencia, recuerda el Subsecretario de Interior, que es quien le pone al corriente por teléfono, que «la guardia muere pero no se rinde», mientras que la guardia que se encuentran en ese momento de servicio organiza la defensa. Al mismo tiempo, el gabinete y el Estado Mayor militar organizan el plan de contraataque, mientras que Allende pide por radio a sus partidarios que procedan a la ocupación de fábricas y lugares de trabajo, y que «ocupen la calle», pero sin exponerse inútilmente. Las emisoras de la oposición, por el contrario, incitan a los oyentes a cerrar sus ventanas y a no asomar la narices a la calle, aunque los conductores ya hacen cola ante las gasolineras. En el centro de la ciudad, donde la gente acude a su trabajo, algunos tanques dis-

paran ráfagas contra una población más curiosa que temerosa, aunque varios peatones son alcanzados, entre ellos un cámara sueco-argentino que estaba filmando para la TV sueca. Al final del día se contabilizaron ocho muertos, de los cuales tres eran soldados, y unos treinta heridos de bala.

Mitin ante la Moneda

No lejos de allí, el Ministerio de Defensa es atacado por un tanque que destroza la puerta, penetra en el hall y dispara. Pero a las 11,45 h. los rebeldes están ya cercados, y, con una bravura que el propio Allende subrayará, el Comandante en Jefe del Ejército de Tierra, el General Prats, acompañado por dos oficiales, se dirige a los tanques y logra que se rindan, excepto tres dotaciones que huyen hacia la ciudad y que se rendirán a primeras horas de la tarde.

El jefe de los amotinados, el Coronel Souper, es detenido y destituido, y al atardecer corría el rumor de que se había suicidado. Al mismo tiempo, según Allende, los civiles implicados en el complot llaman a las puertas de las embajadas para pedir asilo político y huir del país.

Imágenes clásicas que podrían hacer pensar que Chile, no hace mucho modelo casi británico en América Latina, sigue el mismo camino «tropical» de cambio de régimen de una república «bananera». Un elemento fundamental determina la especificidad del Chile actual: la intervención popular. Desde muy temprano la CUT (Central Única de Trabajadores) volvía a ordenar la ocupación de fábricas y la movilización general de los trabajadores, y muchos seguidores de la Unidad Popular y del MIR (izquierda revolucionaria) recorrían ya la ciudad, fraternizando con las tropas leales, mientras que francotiradores rebeldes seguían disparando. Por la tarde la CUT pedía al pueblo de Santiago que se concentrara ante el palacio de la Moneda para improvisar un gran mitin de apoyo al Gobierno.

En pocas horas, un gentío enorme convergía de todas partes al anochecer hacia el centro, subidos en camiones, en bulldozers o a pie la mayoría. Las consignas ya no eran el alegre «¡Allende, el pueblo te defiende!», sino más agresivas «¡Queremos el poder popular!».

«A riesgo de decepcionaros, os comunico que respetaré mis compromisos y que no cerraré el Congreso», respondió Allende que, sin embargo, precisó que en caso de necesidad recurriría

a un plebiscito. *«En cuanto al poder popular, estoy de acuerdo, pero con el Gobierno, no fuera de él ni en paralelo»*. ¿Pero cuál es el balance de esta jornada para Allende? Desde luego muy positivo. Sin saberlo, los amotinados hicieron posible el pequeño milagro que Allende necesitaba para tomar un nuevo impulso.

En primer lugar, las disensiones en el seno del Ejército, las reticencias de la Marina, las dudas del Ejército del Aire, el malestar en el seno de la Policía Nacional, todo esto ha desaparecido momentáneamente ante el peligro. Los militares, en su inmensa mayoría, han dado prueba de una fidelidad ejemplar hacia el régimen, y Salvador Allende, al rendirles homenaje públicamente, ha levantado largas ovaciones por parte de los asistentes. En segundo lugar, la Democracia Cristiana, principal partido de la oposición, que había redoblado sus ataques en estos últimos tiempos, se ha visto obligada a clarificar su posición. Aylwin, su Presidente, proclamó sin rodeos la adhesión del PDC al régimen constitucional, y los ultras de derechas, los partidarios del «golpe» fueron aislados. La situación política se clarifica, sin estar todavía bien definida, pero ahora se puede retomar una eventual negociación entre la DC y la UP, mientras que la víspera los puentes estaban cortados.

Por último, la base de apoyo popular de Allende ha aumentado al mismo tiempo que se ha radicalizado. Han hecho falta algunas medidas enérgicas, reforzadas por el inestimable apoyo moral de las Fuerzas Armadas para que los adversarios empiecen a dudar. Nunca se había visto, como el viernes, una apasionada muchedumbre reclamar *«poner a los jueces fuera de la ley»* y exigir *«avanzar sin transigir, como en Cuba o en Vietnam»*.

Y en el calor de los acontecimientos, el Presidente chileno envió rápidamente al Parlamento, con carácter urgente, un breve proyecto de ley pidiendo que, en virtud del artículo 44 de la Constitución, le fueran otorgados poderes extraordinarios por un período de seis meses. Estos poderes, entre otras cosas, le permitirían «restringir la libertad personal y de prensa y suspender o limitar el derecho de reunión».

Convocado en sesión extraordinaria a las 11 de la noche, el Parlamento debía, durante la noche, aprobar el proyecto. De su decisión dependerían las condiciones gracias a las cuales Allende podría por fin gobernar. El gabinete, en todo caso, va a ser remodelado realmente en un sentido autoritario, e incluso, ¿quién sabe? con la bendición discreta de la Democracia Cristiana. Mientras tanto, todo Chile se encuentra en estado de excepción y se declara el toque de queda.

derse», haciendo suyo el grito de combate en los primeros momentos del golpe: «*Si hace falta que el pueblo tenga armas, las tendrá*». De todos modos, la clase obrera nunca ha estado tan organizada ni tan movilizada ni tan resuelta a todo como lo está hoy. El recién estrenado gabinete moderado de Allende no refleja la escalada prerrevolucionaria de la actual situación.



, Intervención radiofónica, viernes 27 de julio de 1973

Hace unas horas, en la madrugada del 27 de julio, fue asesinado a quemarropa el ayudante de campo del Presidente Allende. La operación fue llevada a cabo por un comando del movimiento de extrema derecha Patria y Libertad, en la clandestinidad desde el fracasado golpe de Estado del 29 de junio pasado.

El asesinato de este oficial de la Marina significa que la oposición de derecha y de extrema derecha no está desarmada y que se acerca una nueva ofensiva de gran envergadura en un clima tenso y violento.

En efecto, desde ayer, la organización de transportistas de Chile ha decidido paralizar su actividad en todo el país por tiempo indefinido.

¿Cuál es la razón de esta grave decisión?

Conseguir una mejor distribución de las piezas de recambio y la importación de dos mil ochocientos nuevos camiones.

Esta razón parece más bien un pretexto y su intencionalidad política es evidente. Recordemos que el pasado octubre la famosa huelga de transportistas y comerciantes, al paralizar la circulación de mercancías, estuvo a punto de poner en peligro la supervivencia del Gobierno y de la experiencia chilena, y que después de un mes de huelga salvaje en un sector tan clave como este, Allende no tuvo mas remedio que llamar a los militares para que entraran en el Gobierno.

¿Ocurrirá esta vez lo mismo?

Desde hace varios días Allende ha intensificado sus llamamientos al diálogo, y el martes el Presidente volvió a hacerlo con tintes dramáticos ante la CUT, la gran Central Sindical Única de Trabajadores.

El Partido Nacional, de derechas, lo rechazó de plano «*dialogar con el Gobierno es convertirse en su cómplice. Nos negamos*».

Nacional (derecha), ha sido cerrado por tiempo indefinido. *La Nación*, diario oficial del Gobierno, ha sido igualmente secuestrado en Santiago el sábado 30 de junio, y las ediciones dominicales del órgano del PC *El Siglo* y del diario demócratacristiano *La Prensa* exhiben grandes manchas blancas producidas por las tijeras militares. Las emisoras de radio solo emiten programas musicales o comunicados oficiales relativos al toque de queda y al estado de excepción.

En la tarde del viernes, el Gobierno había sometido a la aprobación de las Cámaras un breve proyecto de ley de tres líneas, pidiendo que se declarara el «estado de excepción» durante noventa días. Esto permitiría, según el artículo 72 de la Constitución, conceder al Presidente de la República «la facultad de asignar residencia o detener a personas». En lugar de votar inmediatamente, los partidos de oposición enviaron el proyecto a una comisión, aunque de entrada el Partido Nacional ha manifestado que votaría en contra, y la Democracia Cristiana declara, en principio, su oposición al estado de excepción pero sin descartar la posibilidad de cambiar de actitud si se le aportan «nuevos datos». En el seno de la Democracia Cristiana, las opiniones están divididas, pero la mayor parte de los «moderados» —omic, Fuentealba, Vogel— se encuentran actualmente de viaje, mientras que los «duros» están en su puesto. La izquierda pone de manifiesto el silencio «significativo» de Frei que, como Presidente del Senado, y por tanto la segunda autoridad del Estado, «tendría la obligación de definir claramente su posición».

La CUT (Central Única de Trabajadores) pidió por su parte a todos los obreros que continuaran con la ocupación de fábricas y que organizaran en todas ellas «comités de vigilancia». El Partido Socialista pide también al Gobierno que «pase de las palabras a los hechos» y condene el «chantaje» de la DC, que quiere imponer sus condiciones para congelar el «proceso revolucionario». Por lo general, las formaciones de izquierda hablan de «la intervención de la CIA». Aunque el fin de semana haya sido aparentemente tranquilo, es posible que en las próximas horas se aporten los «nuevos datos» que exige la Democracia Cristiana. La censura no permite filtrar ninguna información, pero radio macuto funciona como en todas partes y los rumores hablan de levantamientos militares en cadena por todo el país que involucrarían a la Marina. Desde luego no ha sido posible confirmar este extremo.

El Ministerio de Defensa, para desmentir estos rumores, publicó el domingo un comunicado en el que sostiene que la

situación «es normal en el seno de las Fuerzas Armadas». Sin embargo, sí parece ser cierto que, a pesar de la lealtad sin reservas del Comandante en Jefe, el General Prats, las negociaciones entre Allende y sus interlocutores militares están muy complicadas.

Le Monde, sábado 7 de julio de 1973

**DESPUÉS DE LA NEGATIVA DE LOS MILITARES A PARTICIPAR
EN EL GOBIERNO**

**La composición del gabinete chileno refleja el
deseo del Presidente Allende de sosegar los
ánimos**

El Presidente Salvador Allende hizo público, el jueves 5 de julio, la composición del nuevo gabinete chileno. El equipo propuesto en la séptima remodelación desde la llegada al poder de Allende no difiere sensiblemente de la anterior, a pesar de la entrada de siete nuevos Ministros. El Presidente chileno no ha conseguido que entraran a formar parte del Gobierno, como era su intención, generales cuya presencia le parecía deseable después del fracaso del golpe militar del 29 de junio. La oposición, con mayoría en el Senado, ha votado el mismo día de la constitución del Gobierno la destitución del Ministro de Economía del gabinete saliente.

Se esperaba desde hace semanas una remodelación ministerial de tinte autoritario y con una fuerte participación militar, pero fue un gabinete completamente civil y bastante moderado el que Allende presentó finalmente la noche del jueves 5 de julio, después de dos días de intensas consultas.

Dos días antes se había producido lo que se considera en Santiago como un acontecimiento político grave: el rechazo de los militares a aportar con su presencia en el Gobierno el aval que solicitaba el Presidente. Es difícil precisar en qué punto fracasaron las conversaciones, pero, después del frustrado golpe de

Estado del 29 de junio, en el que el grueso del Ejército dio pruebas de su lealtad al régimen, las exigencias militares fueron en aumento, por muy paradójico que parezca. Estas exigencias incluirían, en nombre de la defensa de la seguridad nacional, el control del aparato económico (incluido el de la poderosa agencia nacional de desarrollo, la CORFO), una represión contra la extrema izquierda y la extrema derecha, restricciones a los «excesos» de la libertad de prensa, etcétera.

A pesar del deseo de contemperizar, Allende se negó sin duda a hacer concesiones que desnaturalizarían el carácter de «camino hacia el socialismo» que había emprendido. Este «enfriamiento» de los militares hace pesar una amenaza sobre el futuro de la experiencia chilena, y una campaña de rumores prevé «ruido de sables»¹⁴ en los próximos días.

El propio Allende ha hecho alusión a esto, pero fue para desmentir que haya sido objeto de presión por parte de las Fuerzas Armadas. Es más, subrayó la frase del comunicado en la que, después de una visita que le hicieron el 4 de julio, los Comandantes en Jefe de los tres Ejércitos *«reafirman a su Excelencia el Presidente de la República el apoyo incondicional de las Fuerzas Armadas al régimen constitucional y su respeto a las prerrogativas presidenciales»*.

En resumen, lo que se da por sentado es todavía mejor cuando se dice. Y es quizás tanto por tener en cuenta las inquietudes de los generales como por ganar tiempo, que el nuevo gabinete posee una imagen tranquilizadora y un aire tan familiar como el anterior.

[...] «Este gabinete no tendrá una tarea fácil», declaró Allende. Es lo menos que se puede decir. Para intentar atajar la crisis económica se presentó un «plan de urgencia» que comprende una serie de disposiciones para aumentar la producción, controlar la distribución, luchar contra el mercado negro, prohibir los sueldos que superen veinte veces el salario mínimo, imponer una política de austeridad, aumentar el sector nacionalizado de la economía, reforzar la autoridad administrativa y «eliminar todo sectarismo». Las dificultades inmediatas van a ser de orden político, ya que la cuestión de la aprobación completa o parcial de la reforma constitucional sobre los tres sectores de la economía, no está todavía zanjada.

¹⁴ *Bruits de bottes*: ruido de sables es la expresión correcta en castellano.

El nuevo gabinete

La composición del nuevo Consejo de Ministros constituido el 5 de julio fue la siguiente:

Interior: D. Carlos Briones (Partido Socialista)*
Asuntos Exteriores: D. Orlando Letelier (Partido Socialista)
Economía: D. José Caldemartori (Partido Comunista).
Hacienda: D. Fernando Flores (MAPU: Movimiento de Acción Popular Unida)*.
Desarrollo Rural: D. Roberto Cuéllar (API: Acción Popular Independiente)*.
Defensa: D. Clodomiro Almeyda (Partido Socialista).
Educación: D. Edgardo Enríquez (Radical).
Obras Públicas: D. Humberto Martones (Radical)*.
Agricultura: D. Eduardo Torrealba (Partido Socialista).
Justicia: D. Sergio Insunza (Partido Comunista)*.
Vivienda: D. Luis Matte Valdés (Independiente)*.
Sanidad: D. Arturo Jirón (MAPU)*.
Minas: D. Pedro Felipe Ramírez (Izquierda Cristiana).
Trabajo: D. Jorge Godoy (Partido Comunista).
Secretario General del Gobierno: D. Aníbal Palma (Radical)*.

(*) Ocupaba las mismas funciones en el anterior Consejo.

Para evitar la devolución de las empresas nacionalizadas desde octubre de 1971, como ordena la reforma, Allende va a utilizar sin dudar el «decreto de insistencia», comprometiendo la responsabilidad colectiva del gabinete, corriendo el riesgo de provocar una censura constitucional de las Cámaras contra la totalidad del Gobierno. De ahí que se prepare una nueva crisis y posiblemente un plebiscito, a menos que de aquí a entonces ambos bandos decidan desactivarla. Unos y otros se preparan para el enfrentamiento; el grupo de extrema derecha Patria y Libertad se encuentra en este momento sin cabeza visible debido a su colaboración con los golpistas, ya que su estado mayor ha conseguido asilo político en Ecuador. Pero a pesar de esto, las fuerzas conservadoras siguen todavía intactas y en las filas de la Unidad Popular sucede lo mismo. Ambos bandos procuran armarse más o menos discretamente. En las fábricas de los suburbios, que todavía siguen «ocupadas» y que los obreros se niegan a devolver a sus dueños, se «construyen toda clase de objetos con qué defen-

derse», haciendo suyo el grito de combate en los primeros momentos del golpe: «*Si hace falta que el pueblo tenga armas, las tendrá*». De todos modos, la clase obrera nunca ha estado tan organizada ni tan movilizada ni tan resuelta a todo como lo está hoy. El recién estrenado gabinete moderado de Allende no refleja la escalada prerrevolucionaria de la actual situación.



, Intervención radiofónica, viernes 27 de julio de 1973

Hace unas horas, en la madrugada del 27 de julio, fue asesinado a quemarropa el ayudante de campo del Presidente Allende. La operación fue llevada a cabo por un comando del movimiento de extrema derecha Patria y Libertad, en la clandestinidad desde el fracasado golpe de Estado del 29 de junio pasado.

El asesinato de este oficial de la Marina significa que la oposición de derecha y de extrema derecha no está desarmada y que se acerca una nueva ofensiva de gran envergadura en un clima tenso y violento.

En efecto, desde ayer, la organización de transportistas de Chile ha decidido paralizar su actividad en todo el país por tiempo indefinido.

¿Cuál es la razón de esta grave decisión?

Conseguir una mejor distribución de las piezas de recambio y la importación de dos mil ochocientos nuevos camiones.

Esta razón parece más bien un pretexto y su intencionalidad política es evidente. Recordemos que el pasado octubre la famosa huelga de transportistas y comerciantes, al paralizar la circulación de mercancías, estuvo a punto de poner en peligro la supervivencia del Gobierno y de la experiencia chilena, y que después de un mes de huelga salvaje en un sector tan clave como este, Allende no tuvo mas remedio que llamar a los militares para que entraran en el Gobierno.

¿Ocurrirá esta vez lo mismo?

Desde hace varios días Allende ha intensificado sus llamamientos al diálogo, y el martes el Presidente volvió a hacerlo con tintes dramáticos ante la CUT, la gran Central Sindical Única de Trabajadores.

El Partido Nacional, de derechas, lo rechazó de plano «*dialogar con el Gobierno es convertirse en su cómplice. Nos negamos*».

Por el contrario, ayer mismo por la noche, el PDC, principal partido de la oposición, ha aceptado entablar conversaciones con Allende a partir del próximo lunes, pero con las siguientes condiciones: promulgación de la reforma constitucional que deroga las nacionalizaciones desde el 14 de octubre de 1971, disolución de todos los grupos o grupúsculos armados y, sobre todo, remodelación del gabinete con la posibilidad de que la DC designe a «personalidades que ofrezcan suficientes garantías».

¿Qué significa esta expresión?

¿Significa una vuelta de los militares, o lo que sería aún más espectacular, la participación de la DC en el Gobierno?

No lo sabremos antes de la semana próxima, pero una cosa es cierta: tanto la situación política como la económica se ha vuelto insostenible tanto para unos como para otros.

■ *Al día siguiente del fracasado golpe de Estado del 29 de junio, que en Chile se llama «el Tancazo» (de tanque), los mineros de El Teniente ponen fin a su huelga de dos meses y medio, pero son ahora los transportistas los que toman el relevo en un nuevo intento de paralizar el país como en 1972.*

Las Fuerzas Armadas comienzan a aplicar una «ley de control de armas», aprobada por el Congreso en octubre de 1972, que les permite realizar registros, a menudo violentos, en fábricas y sedes de organizaciones de izquierda para comprobar si no tienen armas almacenadas, ya que la oposición acusa a los partidarios de Allende de crear una milicia armada.

En Valparaíso y en Talcahuano, los dos puertos más importantes, varios grupos de marineros y oficiales son detenidos a primeros de octubre por los servicios de seguridad de la Marina, acusados de manifestar su oposición a los proyectos golpistas que circulan en el seno de las fuerzas navales. De pronto, son los demócratacristianos, fuerza mayoritaria de la oposición, quienes meten prisa al jefe del Estado para que nombre a militares en el futuro Gobierno... ■

Le Monde, viernes 10 de agosto de 1973

SIN QUE SATISFAGA ENTERAMENTE A LA DERECHA
**La vuelta de los militares al Gobierno podría
 provocar la ruptura de la Unidad Popular**

Los Ministros del nuevo gabinete chileno, en el que están presentes los tres Comandantes en Jefe de los tres Ejércitos, debían jurar sus cargos el jueves 9 de agosto a las 12, hora local de Santiago. Es la sexta remodelación desde la llegada al poder de Salvador Allende, en noviembre de 1970.

[...] Uno se pregunta si la vuelta en tropel de los militares al Gobierno no puede provocar una escisión de la coalición de Unidad Popular. Los socialistas, el MAPU y cristianos de izquierda ya han manifestado su rechazo a esta fórmula que permite sin embargo a Salvador Allende ganar tiempo y luchar contra la creciente ola terrorista.

Parece ya que el MIR [Movimiento de Izquierda Revolucionario], que no formaba parte de la coalición pero que apoyaba al Gobierno, ha decidido volver a la oposición.

Los demócratacristianos habían puesto la semana pasada, como condición principal para proseguir el «diálogo», la participación de los militares en el Gobierno. Salvador Allende rechazó esta propuesta, argumentando que su gabinete tenía apenas un mes de rodaje y que nada justificaba esta medida, pero el estallido de la huelga de transportistas, que no solo endurece, sino que amenaza con arrastrar a otros sectores de la clase media (comerciantes, médicos, ferroviarios y mineros), repitiéndose así, pero con más gravedad, la situación de octubre de 1972, ha llevado a Allende a dar marcha atrás y a reconsiderar la propuesta.

Se aprobó que en el nuevo gabinete se integrarán tres militares, y no menos, ya que son tres los Comandantes en Jefe de la Fuerzas Armadas: el General Prats del Ejército de Tierra, el Almirante Montero de la Marina, y el General Ruiz de la aviación.

Allende presentó el hecho consumado ante sus partidarios claramente hostiles a la participación militar en el Gobierno. Casi

al mismo tiempo se llevaron a cabo muchos mítines en la mayor parte de las ciudades, convocados por la CUT (Central Única de Trabajadores) como protesta por «la nueva ofensiva de las fuerzas reaccionarias» y por el comportamiento «brutal» de las Fuerzas Armadas en las operaciones de registro de fábricas en nombre de «la ley de control de armas», votada en 1972 a iniciativa de la Democracia Cristiana y calificada de «perversa» por la CUT.

La cuestión está en saber cuál es el precio que Allende se ha comprometido a pagar para conseguir que los militares entren en el Gobierno, dado que las condiciones de estos después del 29 de junio le habían parecido demasiado altas. Una cuestión subsidiaria, aunque quizás fundamental, está en saber cuáles serán las consecuencias que conllevará esta decisión presidencial en el seno de la coalición de Unidad Popular. Parece que satisfará a los radicales y a los moderados que por un momento, Allende creyó haber perdido. También parece seguro que el acuerdo, si lo hay, con los socialistas ha debido ser difícil, de los que al menos una parte van a deslizarse progresivamente hacia una oposición de izquierdas al régimen, lo que no deja de ser una paradoja de esta experiencia chilena, bastante sorprendente desde muchos puntos de vista.

La situación política, social y económica ha tomado, en las últimas semanas, tal cariz que las Fuerzas Armadas se han visto obligadas, *volens nolens*, a tomar partido en el debate general sobre los asuntos del país.

La «doctrina Prats» enunciada por su autor en noviembre de 1972, considera que el concepto de seguridad nacional implica no solamente defender las fronteras, sino también *«la defensa de las riquezas básicas del país, el orden público y la defensa de los bienes espirituales de la nación»*. Tomada en el más amplio sentido de la palabra, la seguridad nacional puede estar en peligro en este momento, con lo que justificaría la entrada de los militares en el Gobierno Allende e incluso, si la Democracia Cristiana se presta a ello, a la declaración del estado de excepción durante seis meses como marca la Constitución. Esto significaría sin duda el final del terrorismo de derechas que, por el momento, campa por todo el país, pero también supondría una represión no menos enérgica contra los grupos de izquierda que pretenden organizar un «poder popular» de nuevo cuño en las fábricas.

Allende, sin duda alguna, acaba de dar estratégicamente un paso atrás, calificado por la extrema izquierda de «capitulación», un paso que seguramente no será suficiente para satisfacer com-

pletamente a la Democracia Cristiana, que va a intentar sacar partido de su ventaja antes de aceptar la continuación del «diálogo» interrumpido. Para la derecha conservadora del Partido Nacional este nuevo gabinete, incluso antes de ponerse a funcionar, es calificado como un «limpieza de fachada» que esconde simple y llanamente una maniobra de Salvador Allende para ganar tiempo. ¿Pero ganar tiempo para qué? No se ven por ningún lado los «dos pasos adelante» que manda la historia.

observateur, lunes 20 de agosto de 1973

Los generales del Presidente

Los militares han aceptado colaborar con Salvador Allende. Pero ¿la base aceptará a los militares...?

Lunes 13 de agosto, a las 22 horas: Allende explica por radio y televisión a los chilenos que la huelga «sediciosa y subversiva» de los transportistas es un atentado contra la economía nacional, también fustiga la «insolencia fascista» del grupo de extrema derecha Patria y Libertad, responsable de la escalada terrorista de las últimas semanas.

«Caerá sobre ellos todo el peso de la ley», anuncia Allende, pero justo en ese instante se interrumpe la emisión y las luces se apagan. Once provincias del centro, la mitad del país «útil», se ven privadas del fluido eléctrico. Varias líneas de alta tensión han sido dinamitadas cerca de Santiago, y la angustia se apodera del Palacio Presidencial de la Moneda. Todo esto es una consecuencia de la situación chilena en las últimas semanas.

De un lado, un hombre cada vez más solo que lucha por desbrozar el camino hacia el socialismo, pero que se niega a emplear otras armas que las que le proporcionan las «instituciones». Por otro, una oposición que conjuga inteligentemente la guerrilla parlamentaria y judicial con la acción de comandos armados que ya no dudan en destruir y en matar para *«liberar a Chile del marxismo»*.

La huelga de propietarios de camiones, vitales para un país cuya infraestructura se basa en el transporte por carretera, es una huelga política, como lo era, hace dos meses la de los obreros

y los ejecutivos de la mina de cobre de El Teniente. Como lo son también, sin ninguna duda, las que amenazan con emprender los comerciantes, los médicos y diversas asociaciones profesionales de clase media.

Con la marcha atrás, la huelga del pasado octubre da la sensación de ser «un ensayo general». Actualmente, los enfrentamientos han tomado un cariz violento y una amplitud tal que muchos observadores consideran a Chile en estado de guerra civil.

Las impacencias «golpistas»

Dos semanas después del comienzo de la operación «camioneros» el balance terrorista es el siguiente: doscientos cincuenta y tres atentados, tanto contra camiones y autobuses «oficialistas» (la mitad de los cuarenta y cinco mil camiones del parque) como contra estaciones de servicio, carreteras, ferrocarril, puentes, oleoductos (el atentado de Curico ha producido catorce heridos y dos muertos), servicios públicos (agua, gas, electricidad), domicilios de personalidades de izquierda, etc. En total, cinco muertos y más de veinte millones de dólares en daños materiales, por no hablar de las dificultades diarias por la falta de combustible, de las colas interminables de gente humilde que utilizan el petróleo para cocinar y calentarse, de los riesgos catastróficos para la cría de aves por falta de harina importada, de la parálisis de una parte importante de la industria...

Comprendemos ahora el llamamiento de Allende a los militares. Ventajas inmediatas: frena durante cierto tiempo las impacencias «golpistas» de la derecha, inicia una pacificación obligando a los transportistas a volver al trabajo por la fuerza ya que no por la razón y, sobre todo, accede aparentemente a una de las condiciones fundamentales exigidas por la Democracia Cristiana para reiniciar el diálogo.

Lo que se entiende peor es por qué extraño poder Allende consiguió convencer a los Comandantes en Jefe, hasta entonces muy reticentes, a aceptar una cartería. Incluso en eso hay que matizar lo siguiente: de los cuatro militares, dos están «a favor», el General Prats, condenado a ser allendista¹⁵ desde que la dere-

¹⁵ *Loyaliste* es un adjetivo que se refiere a la lealtad al régimen, su traducción sería «leal» pero creemos que se adapta mejor el término «allendista» porque refleja con más exactitud la lealtad a Allende.

cha le señaló como «agente del régimen», y el General Sepúlveda, jefe de los carabineros (policía militarizada) y, probablemente francmasón como Allende. Otros dos están «en contra», el Almirante Montero, que representa el conservadurismo de la Marina, y el de aviación, el General Ruiz, que ya tuvo un encontronazo importante con el Gobierno hace un mes.

La «galera marxista»

Tanto el Almirante Montero como el General Ruiz se han distinguido por su brutalidad cuando, a punta de bayoneta o de cañón, sus hombres procedieron al registro de fábricas en nombre de la «ley de control de armas», cuando a nadie se le escapa que las armas son más abundantes en los barrios lujosos donde viven los simpatizantes del Partido Nacional y del de Patria y Libertad.

Es precisamente ahí donde el General Canales, destituido el pasado año, acaba de fundar una Coalición Nacionalista que reúne a todos los grupos de extrema derecha.

¿Por qué los militares han aceptado comprometerse con «la galera marxista»? ¿Simplemente para evitar que Allende dimita como ha amenazado en muchas ocasiones ante amigos y enemigos? No hay que descartar esta hipótesis. Por el momento, la mayoría de la Democracia Cristiana no está dispuesta a aceptar ese «regalo» tan envenenado que sería el de gobernar. Frei considera que todavía no ha llegado su hora y los *outsiders* demócratacristianos no están preparados. Es más, en el estado en que se encuentra Chile, sería prácticamente ingobernable para un Gobierno escorado a la derecha. Por esta razón los militares se niegan a seguir el juego reaccionario del Partido Nacional que les pediría, nada más llegar al poder, que procedieran a una represión despiadada contra la izquierda, tipo Yakarta 1965. Esto significaría la guerra civil, no larvada sino a cara descubierta, y la ruptura inevitable en el mismo seno de las Fuerzas Armadas.

Allende es, por tanto, considerado como un «mal menor» en la medida en que respete, al menos formalmente, la Constitución. «Allende el contemporalizador», comprendiendo que se encontraba en el cruce de dudas de la oposición, pone en marcha desde el comienzo de su mandato una regla muy sencilla pero eficaz: ganar tiempo, porque está convencido de que el tiempo juega a favor de la izquierda (los resultados de las elecciones del pasado mes de marzo lo han confirmado).

Pero, al tener que jugar a este juego demasiado tiempo, corre cada vez mayores riesgos. En primer lugar porque los militares no son tan cándidos como aparentan. Como reformistas, pensaban que podrían expulsar a los partidos marxistas del Gobierno sin recurrir a la fuerza: por ejemplo denunciando uno tras otro los escándalos económicos en los que se han visto involucradas las diferentes formaciones de la Unidad Popular.

Un escándalo es un escándalo, aunque sea provocado, por tanto, un posible motivo de destitución o de dimisión. Actualmente se ha puesto en marcha una operación de envergadura para excluir del Gobierno a diversos responsables políticos de Unidad Popular, y una vez libre el cargo, será posible llamar o a otros militares o a algunos tecnócratas distinguidos y «apolíticos» que pondrán orden en la hacienda pública según las recetas de economía clásica. Es entonces cuando la Democracia Cristiana cuenta con coger las riendas. ¿Pero y la Unidad Popular, que hará ante esta segunda vuelta de tuerca militar? Bueno, por el momento, flota pero no zozobra. Está demasiado unida a la persona de Salvador Allende, que la castiga un poco según su conveniencia, pero que no sería nada sin ella.

Más lejos, más fuerte...

El fenómeno principal de este Chile que se ha convertido en el país más politizado del mundo es la rapidez con que evoluciona la lucha de clases: las masas van cada vez más rápido y más lejos que los aparatos de los partidos. En la izquierda comprobamos los esfuerzos de los partidos y de la CUT (Central Única de Trabajadores) para controlar, ya que no recuperar, los «cinturones industriales», organizaciones unitarias de trabajadores, estudiantes y «*pobladores*» (chabolistas) de un mismo sector geográfico. Su consigna: crear un «poder popular» de nuevo cuño sobre la base de «comandos comunales».

En la derecha se produce el mismo fenómeno: ni la Democracia Cristiana ni tampoco el Partido Nacional consiguen controlar las iniciativas de los «gremios», asociaciones profesionales, que están en pie de guerra, desperdigadas y sin ningún tipo de estrategia. Por esta inesperada dinámica, Chile ha entrado a partir de ahora en una fase prerrevolucionaria rica en enseñanzas no solo para América Latina, sino también para Europa.

Le Monde, martes 21 de agosto de 1973

Mientras los transportistas por carretera continúan su huelga

La dimisión de un Ministro militar ilustra el profundo malestar del Ejército chileno

El General Herman Brady, director de la Academia Militar del Ejército de Tierra y responsable del transporte urbano de Santiago, ha recibido el encargo del Presidente Allende de coordinar la acción de los militares para resolver la huelga de transportistas. Estos últimos han afirmado el domingo 19 de agosto que su movimiento iría «hasta el final», por lo que el General Ruiz Danyan, Ministro de Transportes, ha presentado su dimisión el sábado, renunciando también a la jefatura del Ejército del Aire.

Allende aceptó el sábado 18 de agosto la dimisión del General Ruiz, no solamente de las funciones como Ministro de Obras Públicas, que le había confiado ocho días antes, sino también como Comandante en Jefe del Ejército del Aire.

«*Me voy porque no he podido conseguir mis objetivos*», dijo secamente, al salir del Palacio Presidencial de la Moneda, el General dimisionario, que pasa a la reserva. Saliendo de un militar cuyas simpatías por las formaciones conservadoras son bien conocidas, la observación es ambigua. ¿Cuáles eran esos objetivos? ¿Conseguir solamente que los propietarios de los camiones, en huelga desde hace tres semanas, volvieran al trabajo, o por el contrario, convencer al Gobierno de que cediera a sus reivindicaciones? La oposición había aplaudido unánimemente la moderación, por no decir la blandura con la que el General había ordenado a sus tropas que procedieran, por orden del Gobierno, al embargo de camiones.

«*El gesto del General Ruiz le honra*», declaró un senador de derechas del Partido Nacional, el señor Bulnes; «*La enhorabuena del senador Bulnes, vinculado él mismo a los asesinos del General Schneider, no le honran mucho*», replicó el poeta comunista Pablo Neruda.

Esta dimisión saca a la luz el profundo malestar que reina en el seno de una parte importante de la oficialidad. El General Ruiz, al endurecer su postura respecto a Allende, restaba el apoyo del

conjunto de los generales del Ejército del Aire. Pero fue en vano; su segundo, el General Leigh, a pesar de estar próximo a sus posiciones, aceptó por disciplina las funciones de Comandante en Jefe.

Allende demostró de esta manera que era capaz de deshacerse del jefe de la fuerza aérea chilena, después de haber cesado hace días a los generales de quinto y sexto rango en la jerarquía. El Ejército chileno cada vez soporta peor la regla de neutralidad que le ha dado prestigio desde hace medio siglo. Es tal la polarización política que, en un país donde no existen secretos, se empieza a percibir el «quién es qué» en el seno de las Fuerzas Armadas.

La maniobra de Allende se explicaría por dos razones. Por un lado, el General Prats, Comandante en Jefe, leal, controlando él mismo de cerca el Ejército de Tierra, no duraría en reprimir por la fuerza cualquier intento de golpe de Estado, sobre todo si viniera de un arma tradicionalmente rival como la aviación.

Por otra parte, la Marina, representada en el Gobierno por su jefe el Almirante Montero, está casi paralizada por temor a que se rebelen otras dotaciones (hay unos ciento quince marineros detenidos). Es probable que este año la Marina no participe en las maniobras conjuntas chilenoamericanas de la operación Unitas, previstas para el 8 de septiembre.

Respecto al conflicto de los transportistas, es al General Magliocchetti, nuevo Ministro de Obras Públicas, al que corresponde solucionarlo. Se sabe poco sobre él, excepto que fue el ayudante de campo destinado a Fidel Castro cuando visitó Chile. Después de un giro a la derecha, Allende dio también otro a la izquierda aceptando la dimisión del Subsecretario de Estado de transportes, el señor Faivovich, socialista del ala izquierda, cuya salida habían solicitado los transportistas como condición previa para negociar.

El sábado el conflicto de transportes urbanos privados, que había obligado a los habitantes de Santiago a convertirse en autostopistas, fue solucionado. Por el contrario, los transportistas, fingiendo ignorar las propuestas del Gobierno, siguen reclamando vehículos nuevos y piezas de recambio. Las autoridades, como consecuencia del bloqueo de los créditos del Eximbank de los EE.UU., han negociado nuevos contratos con Méjico, con Francia, con España, con Brasil y con Argentina, para importar neumáticos, piezas de recambio y camiones. De un parque de cuarenta y cinco mil camiones, solo circulan unos veinte mil, lo que permite a trancas y barrancas al aparato económico fun-

cionar al ralentí, pero los stoks se están agotando y se estima que la economía chilena, ya mal de por sí, tendrá serias dificultades en rehacerse del golpe asestado.

Preparar el golpe

Aunque se hiciera cargo el Estado de todos los camiones inmovilizados, habría que ponerlos en marcha de todas maneras, porque los conductores han pinchado las ruedas y han quitado piezas vitales de los motores. La única solución sería llegar a un acuerdo para ambas partes. Y volviendo a la política, la huelga de transportistas se encuadra cada vez más dentro de una maniobra que se inserta en el marco de una gran ofensiva contra el Gobierno y que tiene por objeto crear un «clima» y un cierto caos económico, propicio para preparar un golpe. Los actos de terrorismo que se suceden van ahora dirigidos contra personalidades de la izquierda y contra edificios oficiales. ¿Son obra solamente de chilenos? Para los partidarios del Gobierno no existe ninguna duda sobre la intervención de agentes de la CIA.

El conflicto entre Gobierno y transportistas ha radicalizado las posiciones en ambos bandos, pero un fenómeno nuevo aparece. Los trabajadores, organizados o en la CUT (Central Única de Trabajadores), en Santiago, o en los «cinturones industriales», organismos nacidos hace algunos meses para coordinar la acción de los obreros de varias fábricas con la de los «pobladores» y estudiantes, se enfrentan directamente con la derecha económica.

Estos enfrentamientos han hecho aparecer un cierto «vacío de dirección política» de los partidos tradicionales, tanto en la izquierda como en la derecha. Dos de los miembros del consejo político del Partido Socialista más «ligados a las masas», García y Benítez, dimitieron de sus cargos, pero no del PS, como protesta contra la actual «línea Allende».

El Partido Demócratacristiano, por su parte, ha evidenciado en estos últimos días divergencias importantes entre la corriente «ultra» de los amigos de Frei y la de los «legalistas», hostiles al derrocamiento, incluso constitucional, de Salvador Allende.

Los primeros firmaron una declaración señalando que el Gobierno se ha colocado en la «ilegalidad» por no haber promulgado la reforma constitucional sobre la economía, coincidiendo así con la derecha clásica del Partido Nacional, que quie-

re a toda costa declarar «la incapacidad» de Allende para asumir la Presidencia.

Los segundos, agrupados en torno a algunos líderes de peso como Fuentealba, Tomic y Leighton están dispuestos a dar al Gobierno un «apoyo crítico» en caso de necesidad y se niegan a servir los intereses de la derecha.

La CUT, el Partido Comunista y la Unidad Popular en general piden a sus seguidores que se mantengan alerta noche y día. Los médicos de la provincia de Santiago se ponen en huelga durante cuarenta y ocho horas, mientras que otras «huelgas de apoyo» a los transportistas amenazan con seguir. Las vacaciones escolares, que ya se han alargado más de un mes, continuarán hasta nuevo aviso.

Nada está decidido.

Le Monde, miércoles 22 de agosto de 1973

Salvador Allende debe enfrentarse a una nueva oleada de huelgas

Cesando al General Cesar Ruiz, Comandante en Jefe de las Fuerzas aéreas (FACH), y Ministro de Transportes y Obras Públicas del 9 al 18 de agosto, Allende ha dado a entender que controlaba suficientemente a las Fuerzas Armadas como para aceptar el riesgo de una prueba de fuerza, prueba que ha estado a punto de estallar el lunes 20 de agosto.

El General Ruiz ha dejado entrever el domingo en la televisión de la Universidad Católica de Santiago que le habían obligado a dimitir tanto del puesto de Comandante en Jefe de la FACH como del cargo de Ministro. La oposición, ignorando el poder discrecional que tiene el Presidente al respecto, protestó por el abuso de poder, acusando a Allende de querer crear una «guardia pretoriana», eliminando las «figuras disidentes» militares.

En su edición matinal del lunes, el diario conservador *El Mercurio* publicaba en lugar relevante las declaraciones del General. Las FACH anunciaban a través de un comunicado que todas las Fuerzas Aéreas del país estaban acuarteladas por voluntad propia «para defender el honor de la institución» y para protes-

tar contra *«la ofensa sufrida por el General Ruiz, único Comandante en Jefe»*.

Durante toda la jornada del lunes continuaron circulando todo tipo de noticias a cual más confusa: que el Almirante Montero al mando de la Marina habría también dimitido, arrastrando a las fuerzas navales a la oposición, «que el General Ruiz estaba sublevando a las bases aéreas», etc. Por todas partes se oía «ruido de sables». Estas alarmantes noticias se veían incrementadas por el hecho de que Allende no se encontraba en la capital, sino en Chillán, a cuatrocientos kilómetros al sur, rindiendo un homenaje a Bernardo O'Higgins, héroe de la independencia chilena. Un solo dato concreto se produjo el lunes: una manifestación de mujeres ante el Ministerio de Defensa para manifestar su apoyo al General Ruiz, entre las cuales, se comenta, se encuentran bastantes esposas de oficiales.

Al cabo de unas horas la alarma fue perdiendo consistencia, las FACH desmienten el comunicado de la mañana, señalando que «no hay tropas acuarteladas» y que el jefe de escuadrilla, autor material del comunicado, había sido detenido. Dos emisoras de radio de la oposición fueron cerradas por «difundir falsas noticias». Allende volvió por la tarde como estaba previsto, y casi al mismo tiempo, el General Ruiz traspasó sus poderes al General Leigh, en presencia del generalato en el transcurso de una ceremonia que no duró más de siete minutos. Y en lo que al Almirante Montero respecta, continúa en el cargo.

El Gobierno parece controlar la situación y si hubo alguna tentativa de sublevación, como parece ser, ha sido momentáneamente abortada.

La CUT (Central Única de Trabajadores) ha pedido a sus militantes que se concentren en sus lugares de trabajo, manteniéndose en «estado de máxima alerta» y que reforzaran en todos los lugares los comités de vigilancia, ya que los actos terroristas no han cesado. El mismo lunes tuvieron lugar las exequias por el dirigente comunista del MOPARE (movimiento de transportistas favorables al Gobierno), Óscar Balboa, asesinado el domingo. Los vehículos de transporte, aparcados en amplias zonas, continúan inmovilizados, con los motores inservibles, y embargados por orden gubernativa. Al finalizar el día, parece vislumbrarse una frágil solución al problema, gracias a la intervención del General Brady.

La atención se desplaza ahora hacia los comerciantes y pequeños empresarios que, como en octubre, han decidido apoyar a los camioneros con una huelga de cuarenta y ocho horas que podría prolongarse. Los comerciantes se unen así a los médi-

cos, arrastrando a otros «gremios» y asociaciones profesionales: profesiones liberales, ingenieros, empleados, administrativos, etcétera.

Ninguno de estos movimientos disimula su carácter netamente político, ya que la primera razón argüida es la de obtener que el Gobierno «rectifique su línea de conducta».

[...] El Partido Nacional (derecha), que sueña con inhabilitar a Allende estaría dispuesto a apoyar un voto de censura contra la totalidad del gabinete, incluidos los Ministros militares, si la Democracia Cristiana aceptara adherirse. Pero en el seno del PDC se está produciendo una discrepancia entre el grupo «duro» de los seguidores de Frei, calificado por los socialistas de «Presidente de la sedición», y el de los moderados que se niegan a empañar su imagen de demócratas aliándose a enemigos de antaño. Allende, entre el caos económico y las nuevas amenazas de golpe de Estado, está considerando la posibilidad, dicen, de abrir su gabinete a otros generales para ganar tiempo.

te Mande, viernes 24 de agosto de 1973

**MIENTRAS QUE LOS SINDICATOS DENUNCIAN
UN GOLPE DE ESTADO EN CHILE**

**Algunos generales habrían dirigido
un ultimátum al Presidente Allende**

La situación se agravó todavía más el miércoles 22 de agosto al admitir la Cámara de diputados una moción que acusa al Presidente Allende de «no respetar la Constitución». La moción fue aceptada por 81 votos a favor y 47 en contra. Según los parlamentarios de la oposición, este texto debe obligar a las Fuerzas Armadas a elegir «entre la legitimidad parlamentaria y la legitimidad gubernamental». El texto invita a los miembros militares del Gobierno «a poner fin a la situación que constituye la violación de la Constitución». Según fuentes militares bien informadas, algunos generales habrían dirigido un ultimátum al Presidente Allende. Por su parte, la CUT (Central Única de Trabajadores) denunció en un documento la pre-

paración de un golpe de Estado contra el régimen y pide a sus militares «defender el Gobierno y la revolución».

«La situación es de una extrema gravedad. Se prepara el clima para un golpe de Estado de consecuencias imprevisibles.» Así comienza la declaración publicada el miércoles 22 de agosto en Santiago por la Central Única de Trabajadores (CUT), que había convocado una asamblea general de federaciones en la capital.

Este documento es especialmente importante por el hecho de haber sido firmado por Figueroa, comunista, y Calderón, socialista, que ocupan respectivamente los cargos de Presidente y Secretario General de la CUT, y también por Ernesto Vogel, miembro influyente del Partido Demócratacristiano.

Por otra parte, el partido de Eduardo Frei, anterior jefe de Estado y actual senador por Santiago, incita a una escalada de «huelgas de apoyo» a los transportistas, en huelga desde el 25 de julio. Al mismo tiempo, la Democracia Cristiana contribuyó, en la Cámara de diputados, a aprobar el miércoles un proyecto de ley que constituye una auténtica acusación en la que se denuncian las «ilegalidades» del Gobierno, la violación de las garantías constitucionales y las de los derechos del Parlamento y del poder judicial. Es precisamente este argumento el que utiliza desde hace meses la derecha clásica (Partido Nacional) para pedir que se apruebe «la incapacidad» del Presidente Allende para gobernar y que se le destituya, como ocurrió en 1891 con el Presidente Balmaceda, que había iniciado una operación que impidiera a Inglaterra y a los Estados Unidos adueñarse de las riquezas mineras de Chile, pero bajo la presión de la oligarquía se suicidó, sin que eso evitara la guerra civil.

El movimiento neofascista Patria y Libertad hace una clara alusión a este hecho en un panfleto largamente difundido el miércoles y que dice así:

«Allende se encuentra en una encrucijada, o dimite o se suicida. Si hace caso omiso de la orden que le da Chile, el pueblo hará justicia exigiendo su vida y la de sus cómplices.»

Es la primera vez que Patria y Libertad, normalmente violenta, emplea ese lenguaje y unas amenazas tan directas. Y no es una insensatez tomarlas a la ligera, pues aunque la persona de Allende vaya bien protegida, las amenazas físicas directas contra su entorno se hacen cada día más precisas. Hace apenas un mes, su ayudante de campo fue tiroteado por la ventana de su domicilio. Hoy mismo, un diario de la tarde (socialista) *Última Hora*,

afirma tener en su poder suficientes elementos de juicio para decir que se quiere eliminar al General Prats, Comandante en Jefe de las Fuerzas Armadas y Ministro de Defensa, como ya le ocurrió a su predecesor, el General Schneider.

De hecho, la oposición ha desencadenado una intensa campaña contra el General Prats, culpable, según ellos, de haber dejado que cesaran al General Ruiz, ex Comandante en Jefe del Ejército del Aire y de «seguirle el juego» pasivamente a un Gobierno marxista. Y desde hace dos días, grupos de mujeres, entre las cuales se encuentran bastantes esposas de oficiales, se manifiestan ruidosamente ante su casa, haciendo la vida imposible a su familia, intentando que pierda su sangre fría, como ocurrió el día anterior a la intentona golpista del 29 de junio, cuando hizo uso de su pistola.

Según fuentes bien informadas, todas las tropas estaban acuarteladas desde el miércoles, y algunos generales habrían dirigido un ultimátum a Allende. Se ignora el contenido de este ultimátum y, hasta ahora, nada se ha confirmado. Pero el terrorismo de derechas, la parálisis progresiva del aparato económico y los enfrentamientos en la calle con armas, conseguiría progresivamente crear un clima de caos y de anarquía que la CUT juzga como «propicio a una intentona golpista» y que cada vez más partidarios de la Unidad Popular achacan a los servicios de inteligencia americanos, la CIA.

¿Es una simple coincidencia? La escuadra del Atlántico Sur de los Estados Unidos va a llegar a aguas chilenas con el fin de realizar unas maniobras que durarán más de un mes.

***Le Monde*, sábado 25 de agosto de 1973**

IMPORTANTE ÉXITO DE LA OPOSICIÓN DE DERECHAS

La dimisión del General Prats priva a Allende del amparo del Ejército chileno

Salvador Allende, que aceptó el jueves 23 de agosto la dimisión del General Carlos Prats, Ministro de Defensa y Comandante en Jefe de las Fuerzas Armadas, debe formar un nuevo Gobierno en los próximos días. El gabinete